



Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 009	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 629	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	204 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- CPT	11 765	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	+ 90	+ 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	00 814	100 797	122 739	9 882	22 001	10,9 %	21,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 058	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	780	968	392	-	106,6 %
Total M2	-	-	-	9 778	5,4 %	16,5 %	-
M3 - M2	-	-	-	9 311	1,2 %	- 14,8 %	-
Dépôts	-	-	-	5 144	- 1,9 %	- 14,8 %	-



L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1er janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1er avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

1. Synthèse	4
2. La masse monétaire et ses contreparties	8
2.1 La masse monétaire	8
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	8
2.3 La circulation fiduciaire	9
3. Les avoirs financiers des agents économiques	10
3.1 Les actifs par agent	10
Les avoirs des ménages	11
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
4.2 Les passifs des établissements locaux	18
5. Les engagements bancaires	19
5.1 Les risques sectoriels	19
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	22
Indicateurs globaux	22
La vulnérabilité des ménages	22
La vulnérabilité des entreprises	23
6. Le financement des crédits bancaires	25
L'équilibre emplois-ressources	25
7. La monétique et les échanges de valeurs	25
7.1 La monétique	25
7.2 Les échanges de valeurs	26
8. Rappel des taux	27
8.1 Les taux d'intérêt légal	27
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	27
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	27
8.4 Taux de l'usure	28
Annexes méthodologiques	28

1. Synthèse

L'évolution conjoncturelle internationale au quatrième trimestre 2011

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries au 4^e trimestre 2011 et les risques financiers se sont intensifiés. Les tensions dans la zone euro, ainsi que les risques pesant sur la stabilité financière, n'ont cessé de s'accroître durant cette période.

Au 4^e trimestre, la croissance américaine est demeurée faible (+0,7 %), mais en légère augmentation par rapport au trimestre précédent. Les consommateurs américains ont diminué leur taux d'épargne et les entreprises ont maintenu un solide niveau d'investissement fixe.

En Asie, le ralentissement de la demande intérieure et la détérioration de l'environnement extérieur dans les économies émergentes ont conduit à un repli du taux de croissance moyen. Les prévisions de croissance pour 2012 pour cette zone, bien qu'en recul par rapport aux années précédentes, restent soutenues. Le Japon devrait être le seul pays en 2012 à mener une politique budgétaire expansionniste du fait du coût de la reconstruction après la catastrophe qui a frappé le pays en 2011. Afin de contenir la progression du Yen, le Premier ministre japonais envisagerait de créer un fonds souverain.

Dans la zone euro, on observe une contraction du PIB de 0,3% au 4^e trimestre et le FMI prévoit pour 2012 une récession modérée (-0,5 %), avec une quasi-atonie des économies française et allemande. La baisse de l'activité sur le dernier trimestre a été particulièrement forte au Portugal, en Grèce, et en Italie. Même l'Allemagne a vu son activité économique se contracter de 0,2 %. En France, le PIB a augmenté de 0,3 %, tiré par la production manufacturée (+0,6 %) et le dynamisme de l'investissement des entreprises (+1,4 %). Cependant, contrairement à la France qui connaît un déficit commercial record en 2011, l'Allemagne a vu son excédent commercial croître de 11,4 % et est devenue le 2^e exportateur mondial après la Chine et devant les Etats-Unis.

Le déficit budgétaire total de la zone euro a diminué, de l'équivalent de 2 % du PIB de la zone en 2011, principalement lié à la baisse du déficit allemand. Bien que la France ait également réduit son déficit budgétaire (soit l'équivalent de 1,4 % de son PIB) les difficultés croissantes de la zone euro dans les domaines politique, financier et monétaire ont conduit l'agence de notation Standard & Poor's à abaisser la note à long terme de la France de « AAA » à « AA+ ». Standard & Poor's a également revu les notes à long terme de 9 états de la zone euro et confirmé les notes de 7 autres. Moody's a placé le triple A français sous surveillance négative et a dégradé les notes de 6 pays européens.

En matière de politique monétaire, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé le 9 février 2012 de maintenir les taux directeurs inchangés en soulignant que « par ces mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous continuons de soutenir le fonctionnement du secteur financier de la zone euro, et donc le financement de l'économie réelle ». En décembre 2011, la BCE a lancé une opération de prêts à trois ans à laquelle 523 banques ont participé à hauteur de 489 milliards d'euros. La BCE a renouvelé cette opération fin février 2012 : 800 établissements bancaires ont participé à l'opération pour un montant de 529,5 milliards d'euros. Par ailleurs, la BCE a décidé d'accroître les disponibilités de garanties en autorisant les banques centrales nationales de l'Eurosystème, à titre temporaire, à accepter des créances privées supplémentaires.

En janvier 2012, les prix des matières premières importées augmentent. Avec le froid et les tensions géopolitiques mais aussi avec la faiblesse de l'euro, le prix du pétrole brut, est de nouveau orienté à la hausse. Le prix du baril n'a quasiment jamais été aussi élevé dans l'histoire du pétrole.

L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au quatrième trimestre 2011

- Poursuite de la reprise de l'activité bancaire locale

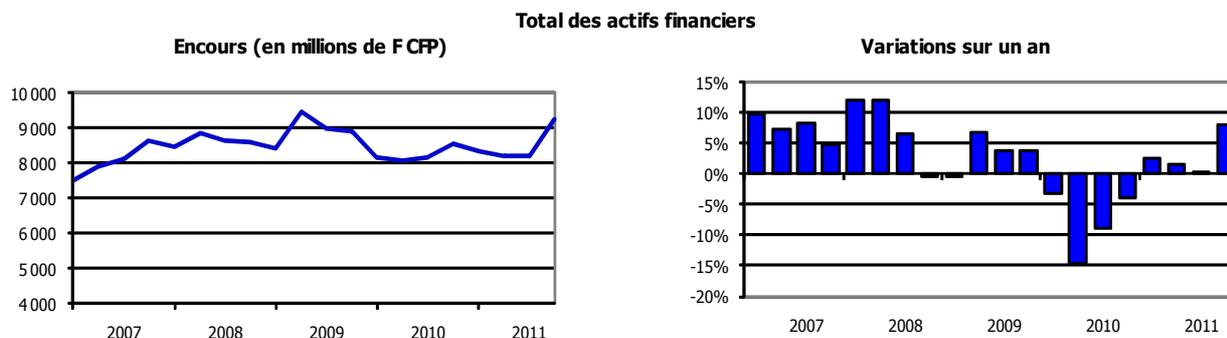
L'activité économique de Wallis-et-Futuna est restée bien orientée au cours du quatrième trimestre de l'année 2011, malgré un fléchissement par rapport aux deux précédents trimestres. Dans ce contexte, la distribution du crédit par les établissements locaux s'intensifie (+18,5 % sur le trimestre) et pour la première fois, depuis décembre 2010, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements intervenant à Wallis-et-Futuna enregistre une progression de 5,2 % sur le trimestre.

Au cours de cette même période, les dépôts locaux augmentent de 22,8 %, soutenus par la hausse des dépôts à vue (+29,0 %). Sur un an, la collecte de ces liquidités auprès des sociétés s'est accrue de 37,2% et de 13,3 % auprès des ménages. La masse monétaire s'établit, au 31 décembre 2011, à 7,8 milliards de F CFP, en hausse de 14,9 % sur un an. Cette évolution est à rapprocher d'une conjoncture économique favorable sur l'ensemble de l'année, grâce à une consommation des ménages globalement soutenue et une activité dynamique dans le secteur du BTP.

• **Dynamisme des actifs financiers au quatrième trimestre**

Au 31 décembre 2011, l'encours des actifs financiers des agents économiques de Wallis-et-Futuna atteint 9,3 milliards de F CFP, en hausse de 12,8 % sur le trimestre et de 8,2 % sur un an. Cette progression est essentiellement attribuable aux actifs des sociétés non financières (+54,7 % sur le trimestre) grâce à l'augmentation des dépôts à vue. Les actifs des ménages et des autres agents économiques augmentent également, mais dans des proportions moindres (respectivement + 4,4 % et + 3,0 % sur le trimestre).

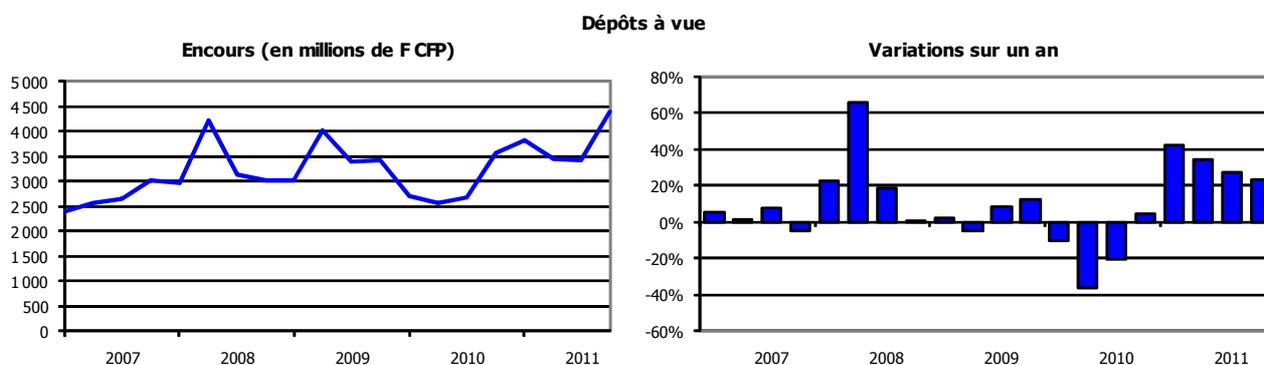
Les dépôts à vue, qui représentent 47,6 % des actifs financiers détenus, se sont accrus de 29,0 %, après s'être repliés les deux trimestres précédents (-0,9 % et -10,0 %). Les placements liquides ou à court terme s'améliorent de nouveau (+2,0 % après +2,8 % au troisième trimestre) alors que l'épargne longue demeure stable (-0,2 %).



Regain des dépôts à vue sur le trimestre

À fin 2011, les dépôts à vue s'élèvent à 4,4 milliards de F CFP, atteignant le niveau le plus élevé de ces cinq dernières années. L'encours détenu par les sociétés, qui a crû significativement au cours des deux derniers trimestres de 2011 (+71,6 % et +26,0%), est désormais supérieur à celui des ménages et des collectivités. Cependant, on observe que ces fortes variations sont dues aux mouvements de trésorerie de sociétés dont l'activité n'est pas implantée sur le Territoire.

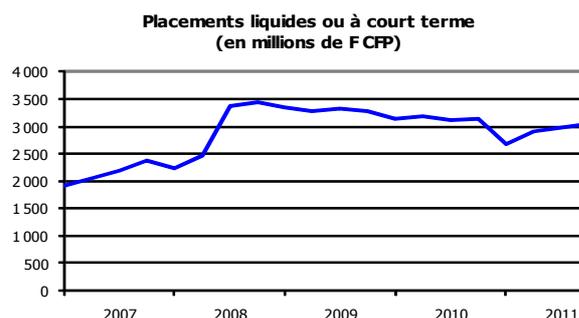
Les dépôts à vue des ménages progressent de 10 % sur le trimestre, à 1,4 milliard de F CFP. Ils constituent 31,5 % de cette catégorie d'actifs.



Les placements liquides ou à court terme demeurent orientés à la hausse

L'encours des placements liquides ou à court terme atteint 3,0 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2011, en hausse de 2,0 %, (contre 2,8 % au trimestre précédent), mais en baisse sur l'année (-3,2 %).

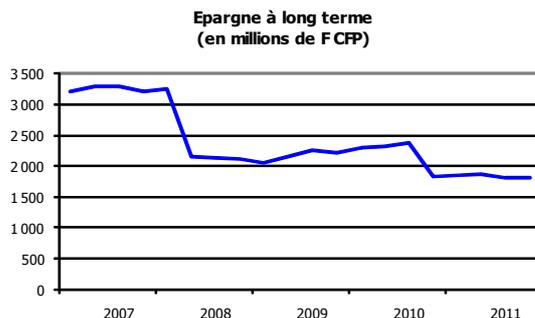
Les placements des collectivités, qui représentent 64 % de cette catégorie demeurent stables (+0,4 % sur le trimestre). Ceux des ménages, constitués à 90 % de livrets d'épargne, reculent de 1,3 % sur le trimestre et de 1,2 % en glissement annuel. Les placements des entreprises progressent, eux, de 13,9 % au cours du dernier trimestre et de 33,5 % sur un an.



Stabilité de l'épargne longue

Avec 1,8 milliard de F CFP, l'épargne longue ne représente que 20 % des actifs financiers des agents économiques de Wallis-et-Futuna. L'encours reste stable sur le trimestre (-0,2 %), le recul des placements des autres agents économiques (-1,5 %) est, en partie, compensé par la légère progression de ceux des ménages (+0,8 %).

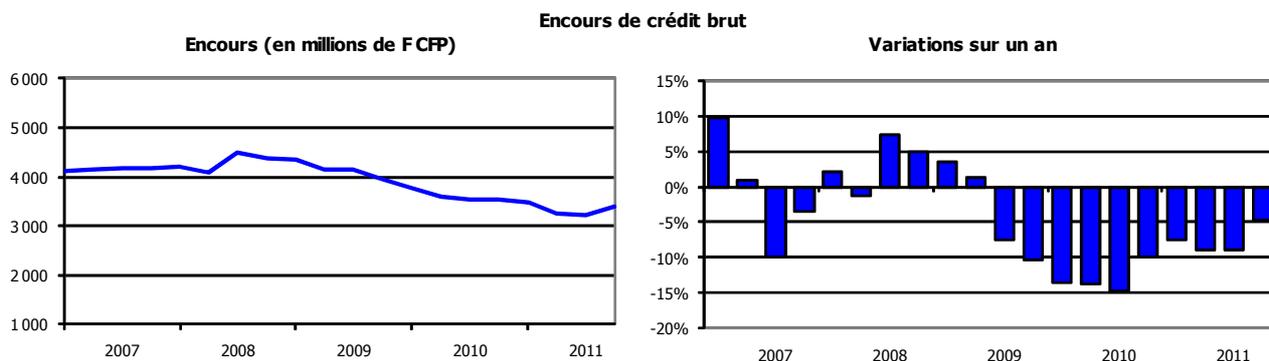
Sur un an, l'épargne à long terme recule de 1,6 % en raison de la diminution de 7,2 % des placements des autres agents économiques. À l'inverse, l'épargne à long terme des ménages progresse de 2,7 %, principalement par la souscription ou l'alimentation de contrats d'assurance-vie (90 % de l'épargne de long terme des ménages).



- Reprise de la croissance des passifs financiers

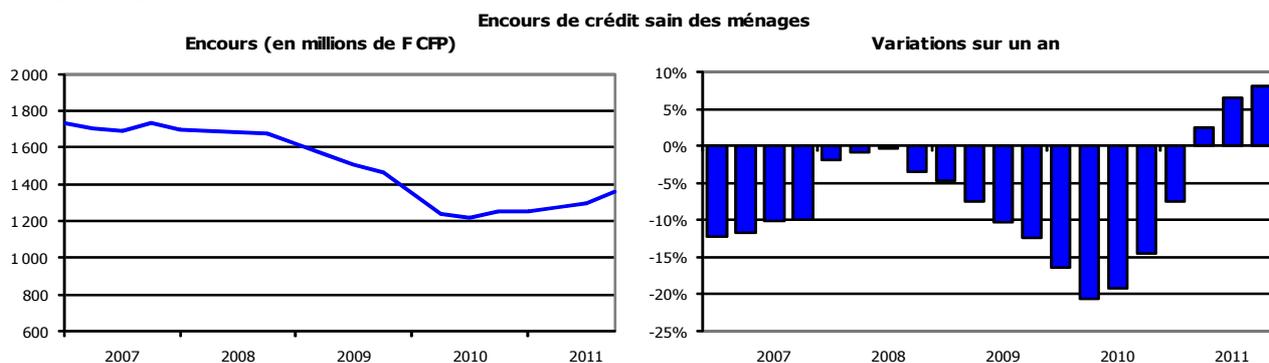
Au 31 décembre 2011, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements intervenant à Wallis-et-Futuna progresse pour la première fois depuis le dernier trimestre de 2010. Celui-ci s'élève à 3,4 milliards de F CFP en hausse de 5,2 % sur le trimestre mais en recul de 4,6 % sur l'année.

L'octroi de financements par les établissements de crédit locaux aux ménages et aux entreprises s'intensifie : +18,5 % au 4^e trimestre, après 7,6 % au 3^e trimestre. Ainsi, l'encours sain des crédits accordés localement s'élève à 1,5 milliard de F CFP, en hausse de 25,6 % sur un an. En revanche, les passifs des établissements situés hors zone continuent de reculer : -1,7 % sur le trimestre, après -9,5 % au précédent trimestre. Ils constituent dorénavant moins de la moitié de l'encours sain de l'ensemble des établissements de crédit (47 % contre 56 % à fin 2010).



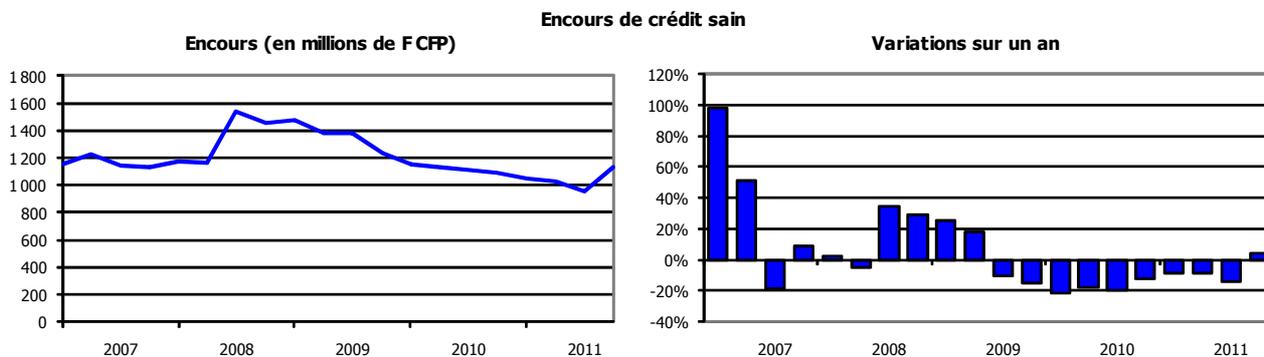
Nouvelle hausse des crédits accordés aux ménages

Les concours en faveur des ménages s'établissent à 1,4 milliard de F CFP, en hausse pour le troisième trimestre consécutif de 4,5 %. Cette progression est portée par les crédits de trésorerie qui s'élèvent à 1,1 milliard de F CFP à la fin de l'année (+10,6 % au cours du trimestre, après 7,3 % au précédent trimestre). Sur un an, les crédits accordés aux ménages progressent de 8,1 %.



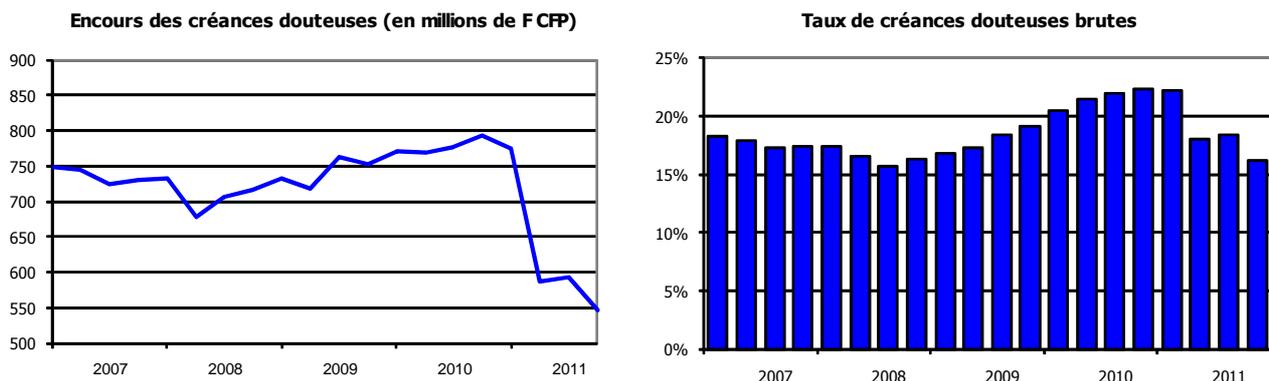
Redressement des concours en faveur des entreprises

À fin 2011, l'encours de crédit porté par les entreprises progresse de 19,1 %, après trois trimestres successifs de recul. Cette évolution est en partie due aux financements mis en place pour la construction de locaux professionnels. Les crédits d'investissement, qui constituent 74 % de l'endettement des entreprises, progressent de 4,3 % après une baisse de 4,6 % au précédent trimestre.



- **Repli des créances douteuses**

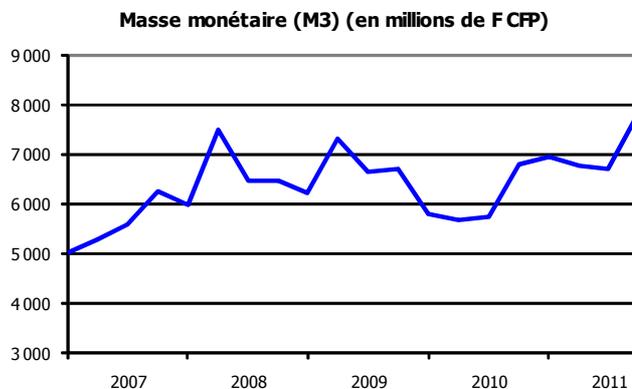
Le taux de créances douteuses de la place s'établit au 31 décembre 2011 à 16,2 %, soit le niveau le plus bas depuis septembre 2008. Sur un an, le taux de créances douteuses a diminué de 6,2 points, en raison des opérations d'apurement du portefeuille d'un établissement de crédit. Les établissements de la place présentent un taux de 6,2 % (-1,1 pt sur le trimestre), tandis que celui des établissements hors zone s'élève à 25,2 % (-1,5 pt).



- **Augmentation de la masse monétaire**

Au 31 décembre 2011, La masse monétaire M3 s'établit à 7,8 milliards de FCFP, en hausse de 16,8 % sur le trimestre, grâce à la progression des dépôts à vue (+29,0 %). Sur l'année, la masse monétaire s'est accrue de 14,9 %.

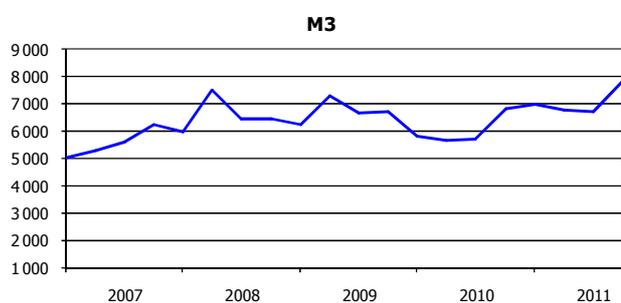
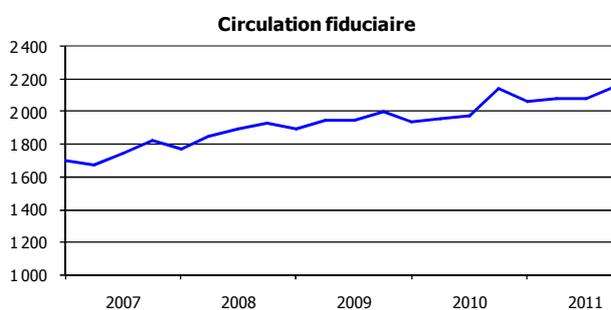
La position extérieure nette des établissements de crédit, excédentaire à 2,6 milliards de FCFP, progresse de 5,8 % sur le trimestre, en raison d'une mobilisation insuffisante des ressources dans un contexte où l'investissement demeure limité malgré une amélioration.



2. La masse monétaire et ses contreparties

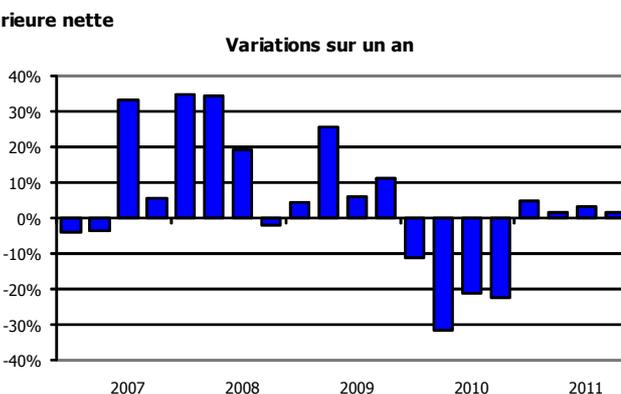
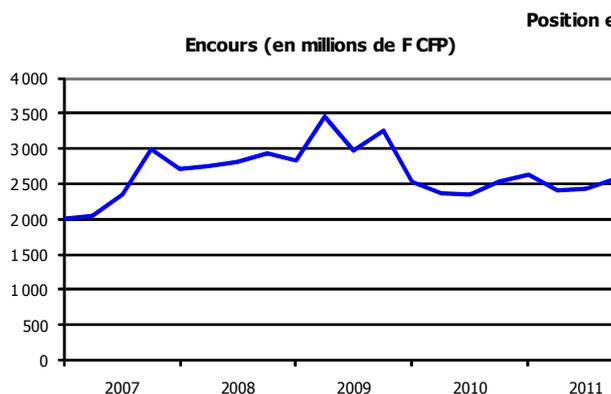
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 822	1 929	2 001	2 137	2 063	2 079	2 077	2 147	3,4%	0,5%
<i>Billets</i>	1 821	1 928	2 000	2 136	2 063	2 079	2 078	2 147	3,3%	0,5%
<i>Pièces</i>	1	1	1	1	0	0	-1	0		
Dépôts à vue	3 027	3 033	3 416	3 581	3 838	3 452	3 420	4 411	29,0%	23,2%
TOTAL M1	4 849	4 962	5 417	5 718	5 901	5 531	5 497	6 558	19,3%	14,7%
M2-M1	458	417	611	568	616	590	569	567	-0,4%	-0,3%
Comptes sur livrets	458	417	611	568	616	590	569	567	-0,4%	-0,3%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL M2	5 307	5 379	6 028	6 286	6 516	6 122	6 066	7 125	17,5%	13,3%
M3-M2	945	1 072	664	516	435	652	628	691	10,0%	33,7%
Dépôts à terme	945	1 072	664	516	435	652	628	691	10,0%	33,7%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total M3	6 252	6 452	6 692	6 802	6 952	6 774	6 694	7 815	16,8%	14,9%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
M3+P1	6 252	6 452	6 692	6 802	6 952	6 774	6 694	7 815	16,8%	14,9%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

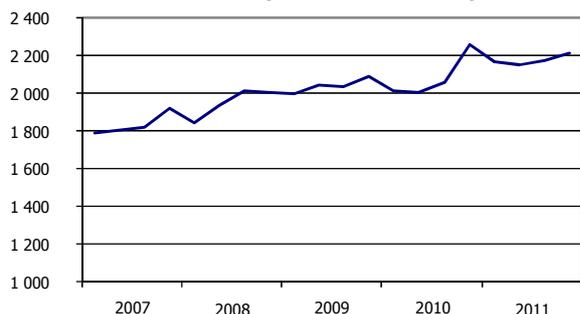
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	6 208	5 937	7 135	6 482	6 135	5 907	5 753	6 148	6,9%	-5,1%
Institut d'émission	2 971	2 761	3 609	3 740	3 314	3 292	3 127	3 421	9,4%	-8,5%
Etablissements de crédit	3 238	3 176	3 525	2 742	2 821	2 616	2 627	2 728	3,9%	-0,5%
Créances du Trésor public	616	761	689	1 243	1 410	1 508	1 314	1 457	10,9%	17,2%
Concours sur ressources monétaires	-572	-246	-1 131	-923	-593	-642	-373	209	-156,1%	-122,7%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 417	1 457	1 362	1 298	1 325	1 277	1 370	1 604	17,1%	23,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 989	1 704	2 493	2 221	1 918	1 919	1 743	1 394	-20,0%	-37,2%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	596	603	619	585	587	590	590	593	0,4%	1,3%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	99	93	95	95	96	92	93	94	1,1%	-1,3%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	241	245	266	212	182	213	202	162	-19,6%	-23,6%
<i>Epargne contractuelle</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Divers</i>	1 053	763	1 513	1 329	1 052	1 024	858	546	-36,4%	-58,9%
Total M3	6 252	6 452	6 692	6 802	6 952	6 774	6 694	7 815	16,8%	14,9%
Position extérieure nette	2 996	2 931	3 260	2 530	2 639	2 402	2 425	2 566	5,8%	1,4%



2.3 La circulation fiduciaire

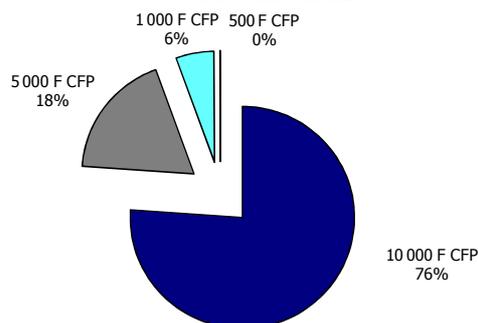
Emissions de billets									Variations	
	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	1 trim	1 an
En nombre	327 439	329 074	354 836	366 230	346 556	352 497	356 047	367 793	3,3%	0,4%
10 000 F CFP	148 262	156 621	158 491	174 902	168 805	166 208	166 408	168 808	1,4%	-3,5%
5 000 F CFP	66 346	66 186	77 257	79 102	75 208	75 317	78 822	81 431	3,3%	2,9%
1 000 F CFP	105 621	103 495	114 968	112 790	106 604	113 733	114 658	121 397	5,9%	7,6%
500 F CFP	7 210	2 772	4 120	- 564	- 4 061	- 2 761	- 3 841	- 3 843	0,1%	581,4%
En millions de F CFP	1 924	2 002	2 088	2 257	2 169	2 151	2 171	2 215	2,0%	-1,9%
10 000 F CFP	1 483	1 566	1 585	1 749	1 688	1 662	1 664	1 688	1,4%	-3,5%
5 000 F CFP	332	331	386	396	376	377	394	407	3,3%	2,9%
1 000 F CFP	106	103	115	113	107	114	115	121	5,9%	7,6%
500 F CFP	4	1	2	- 0	- 2	- 1	- 2	- 2	0,0%	581,2%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur (en millions de F CFP)



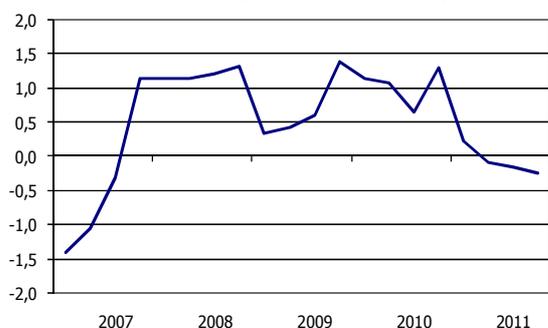
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2011



Emissions de pièces									Variation	
	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	1 trim	1 an
En nombre	794 636	872 872	926 046	1 000 151	977 250	995 250	1 007 050	1 035 045	2,8%	3,5%
100 F CFP	-17 439	-17 879	-18 882	-23 131	-30 131	-33 881	-38 881	-37 381	-3,9%	61,6%
50 F CFP	15 648	12 390	12 629	12 821	9 571	9 321	7 071	9 828	39,0%	-23,3%
20 F CFP	-11 155	-7 405	-8 453	-8 452	-15 202	-14 952	-15 702	-13 952	-11,1%	65,1%
10 F CFP	94 768	108 767	112 692	131 688	126 187	129 237	131 237	134 235	2,3%	1,9%
5 F CFP	107 263	128 455	141 575	162 764	160 364	165 564	168 364	174 360	3,6%	7,1%
2 F CFP	229 277	246 271	262 242	278 229	278 229	282 729	288 729	293 728	1,7%	5,6%
1 F CFP	376 274	402 273	424 243	446 232	448 232	457 232	466 232	474 227	1,7%	6,3%
En millions de F CFP	1,134	1,308	1,387	1,290	0,227	-0,080	-0,151	-0,252	67,3%	-119,5%
100 F CFP	-1,744	-1,788	-1,888	-2,313	-3,013	-3,388	-3,388	-3,738	10,3%	61,6%
50 F CFP	0,782	0,620	0,631	0,641	0,478	0,466	0,354	0,491	38,9%	-23,4%
20 F CFP	-0,223	-0,148	-0,139	-0,169	-0,304	-0,299	-0,314	-0,279	-11,2%	65,1%
10 F CFP	0,948	1,088	1,127	1,316	1,261	1,292	1,312	1,342	2,3%	2,0%
5 F CFP	0,536	0,642	0,708	0,813	0,801	0,827	0,842	0,871	3,5%	7,1%
2 F CFP	0,459	0,493	0,524	0,556	0,556	0,565	0,577	0,587	1,7%	5,6%
1 F CFP	0,376	0,402	0,424	0,446	0,448	0,457	0,466	0,474	1,7%	6,3%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur (en millions de F CFP)



Source: IEOM

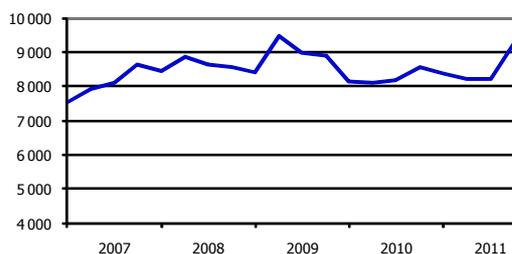
3. Les avoirs financiers des agents économiques

3.1 Les actifs par agent

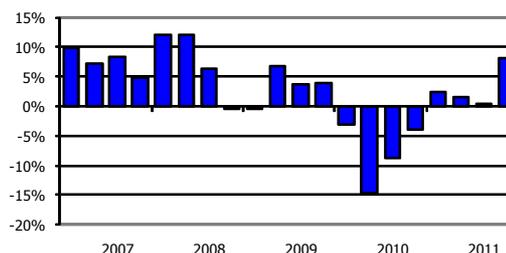
Actifs par agent	Montants en millions de FCFP								Variations	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Sociétés	1 848	1 871	2 346	1 678	1 434	1 368	1 480	2 289	54,7%	36,4%
Dépôts à vue	1 133	1 318	1 808	1 307	1 154	830	1 046	1 794	71,6%	37,2%
Placements liquides ou à court terme	542	430	382	371	280	538	434	495	13,9%	33,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	542	430	382	371	280	538	434	495	13,9%	33,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>542</i>	<i>421</i>	<i>360</i>	<i>189</i>	<i>97</i>	<i>315</i>	<i>285</i>	<i>346</i>	<i>21,0%</i>	<i>83,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0</i>	<i>9</i>	<i>23</i>	<i>182</i>	<i>182</i>	<i>223</i>	<i>149</i>	<i>149</i>	<i>0,2%</i>	<i>-18,0%</i>
<i>dont certificats de dépôts</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
Epargne à long terme	173	123	156	0	0	0	0	0		
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
Ménages	2 819	2 740	2 664	2 856	3 036	2 882	2 913	3 040	4,4%	6,5%
Dépôts à vue	1 443	1 128	1 091	1 227	1 369	1 228	1 264	1 390	10,0%	13,3%
Placements liquides ou à court terme	635	834	718	597	627	598	598	590	-1,3%	-1,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	444	405	589	548	568	540	535	525	-2,0%	-4,4%
<i>Livrets ordinaires</i>	<i>444</i>	<i>405</i>	<i>589</i>	<i>548</i>	<i>568</i>	<i>540</i>	<i>535</i>	<i>525</i>	<i>-2,0%</i>	<i>-4,4%</i>
<i>Livrets A et bleus</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>Livrets jeunes</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>CODEVI</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
Placements indexés sur les taux du marché	191	429	129	49	59	58	63	66	4,2%	35,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>136</i>	<i>372</i>	<i>26</i>	<i>49</i>	<i>59</i>	<i>58</i>	<i>63</i>	<i>66</i>	<i>4,2%</i>	<i>35,0%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>55</i>	<i>57</i>	<i>103</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
Epargne à long terme	741	778	855	1 032	1 041	1 056	1 051	1 060	0,8%	2,7%
<i>Plans d'épargne logement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
<i>Portefeuille-titres</i>	<i>20</i>	<i>8</i>	<i>15</i>	<i>14</i>	<i>14</i>	<i>15</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>6,1%</i>	<i>-26,3%</i>
<i>OPCVM non monétaires</i>	<i>99</i>	<i>44</i>	<i>65</i>	<i>96</i>	<i>104</i>	<i>111</i>	<i>95</i>	<i>104</i>	<i>10,0%</i>	<i>8,1%</i>
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	<i>622</i>	<i>726</i>	<i>775</i>	<i>921</i>	<i>923</i>	<i>930</i>	<i>947</i>	<i>946</i>	<i>-0,2%</i>	<i>2,6%</i>
Autres agents	3 958	3 970	3 909	4 033	3 886	3 966	3 822	3 935	3,0%	-2,4%
Dépôts à vue	450	587	517	1 046	1 315	1 394	1 111	1 227	10,5%	17,2%
Placements liquides ou à court terme	1 206	2 172	2 181	2 177	1 763	1 766	1 949	1 958	0,4%	-10,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	14	12	22	20	48	50	34	42	25,1%	113,5%
Placements indexés sur les taux du marché	1 192	2 160	2 158	2 158	1 716	1 716	1 916	1 916	0,0%	-11,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>267</i>	<i>280</i>	<i>279</i>	<i>279</i>	<i>279</i>	<i>279</i>	<i>279</i>	<i>279</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,1%</i>
Epargne à long terme	2 302	1 211	1 211	809	808	806	762	751	-1,5%	-7,2%
TOTAL	8 626	8 581	8 919	8 566	8 356	8 215	8 216	9 265	12,8%	8,2%
Dépôts à vue	3 027	3 033	3 416	3 581	3 838	3 452	3 420	4 411	29,0%	23,2%
Placements liquides ou à court terme	2 383	3 436	3 280	3 145	2 669	2 902	2 982	3 043	2,0%	-3,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	458	417	611	568	616	590	569	567	-0,4%	-0,3%
Placements indexés sur les taux du marché	1 925	3 018	2 669	2 577	2 054	2 311	2 413	2 476	2,6%	-3,9%
Epargne à long terme	3 216	2 112	2 223	1 841	1 849	1 862	1 814	1 811	-0,2%	-1,6%

Total des actifs financiers

Encours (en millions de FCFP)

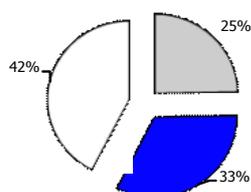


Variations sur un an



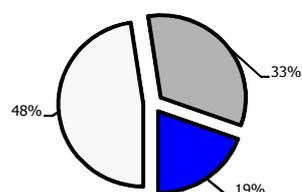
Répartition des actifs financiers par agent économique déc.-11

■ sociétés ■ ménages ■ autres agents



Répartition des actifs financiers par nature déc.-11

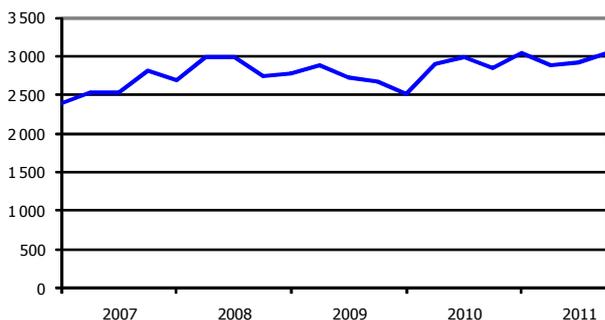
■ Dépôts à vue ■ Placements liquides ou à court terme ■ Epargne à long terme



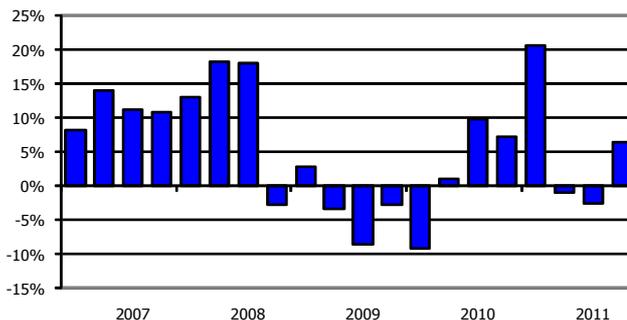
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers des ménages

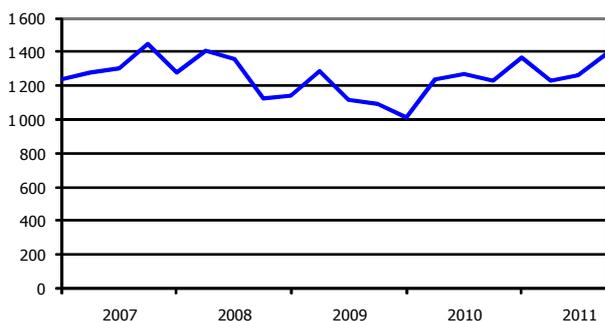
Encours (en millions de FCFP)



Variations sur un an

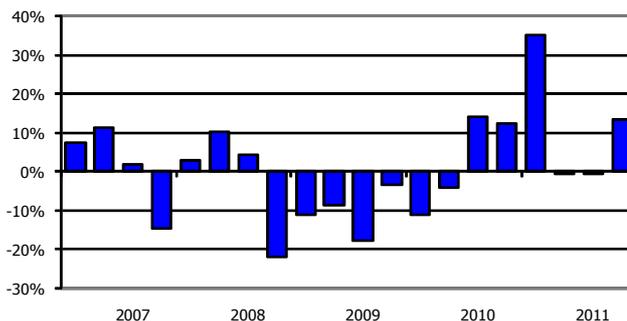


Encours (en millions de FCFP)

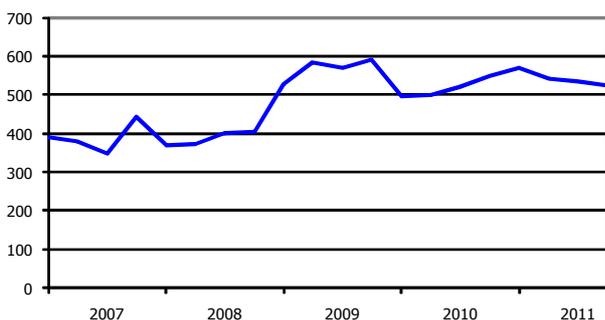


Dépôts à vue

Variations sur un an

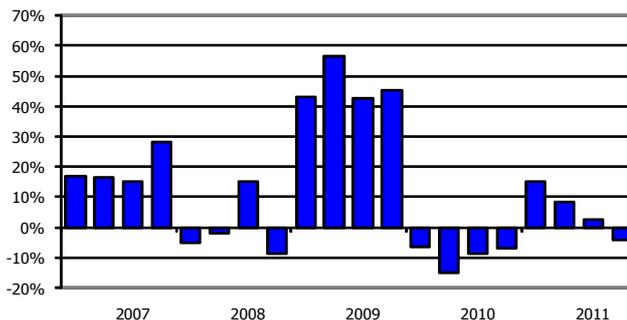


Encours (en millions de FCFP)

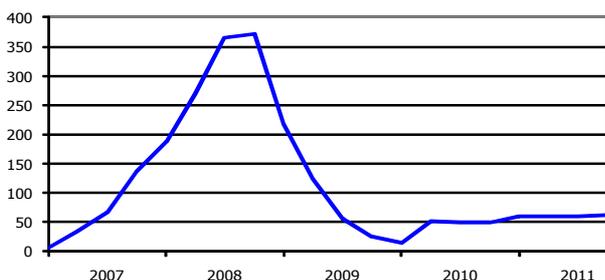


Livrets ordinaires

Variations sur un an

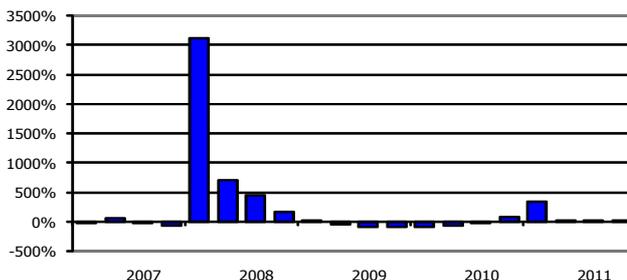


Encours (en millions de FCFP)

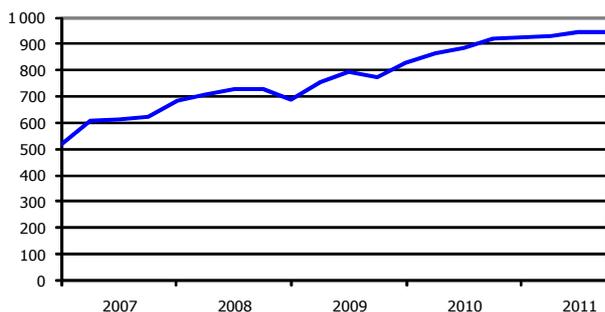


Dépôts à terme

Variations sur un an

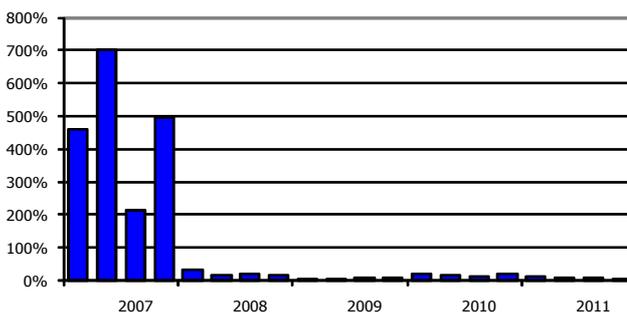


Encours (en millions de FCFP)



Contrats d'assurance-vie

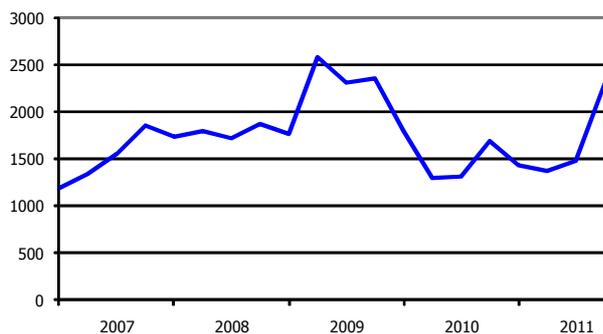
Variations sur un an



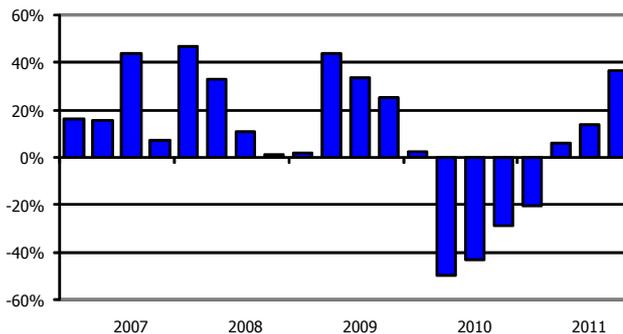
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers des sociétés

Encours (en millions de FCFP)

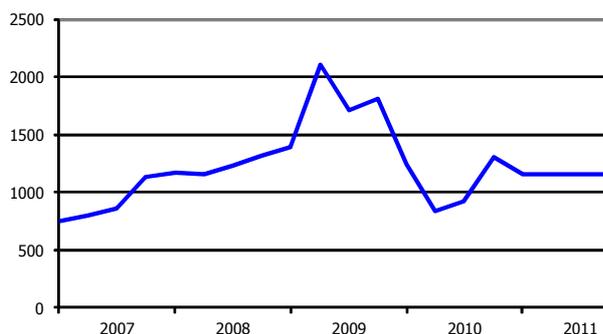


Variations sur un an

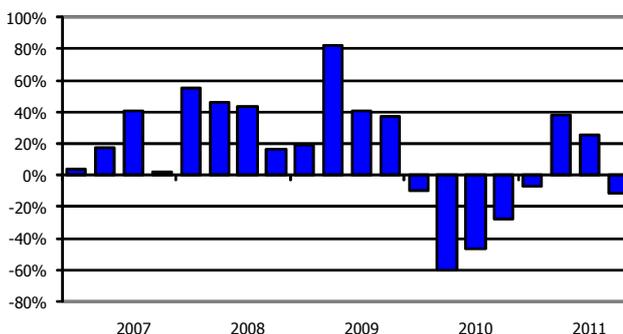


Dépôts à vue des sociétés

Encours (en millions de FCFP)

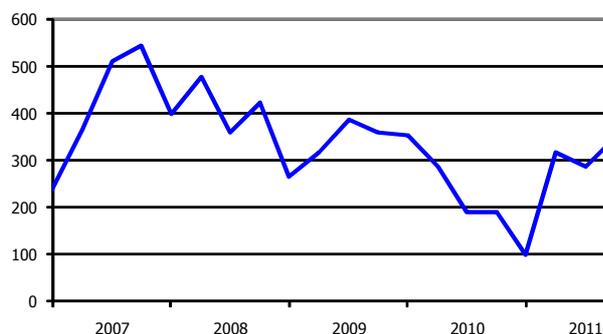


Variations sur un an

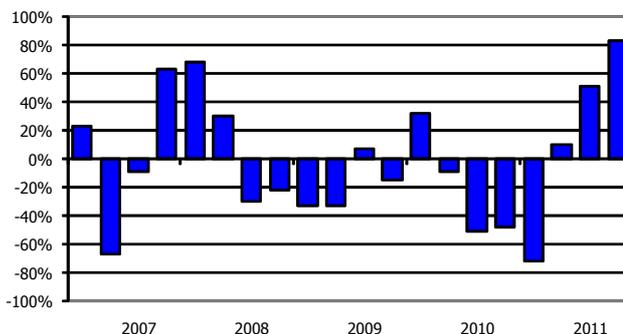


Dépôts à terme des sociétés

Encours (en millions de FCFP)



Variations sur un an

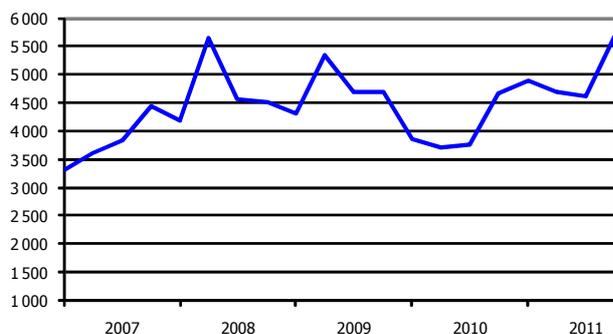


3.2 Les actifs par nature

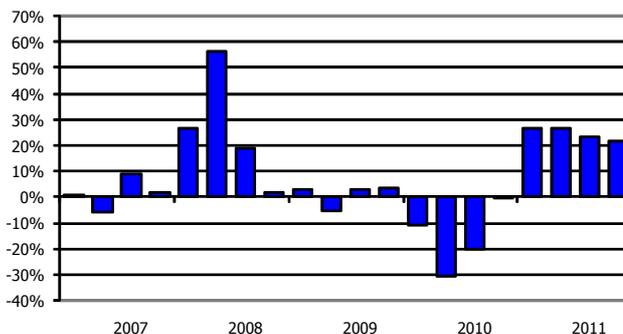
Actifs par nature	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Dépôts locaux	4 430	4 523	4 691	4 665	4 888	4 695	4 617	5 668	22,8%	21,5%
Dépôts à vue	3 027	3 033	3 416	3 581	3 838	3 452	3 420	4 411	29,0%	23,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	458	417	611	568	616	590	569	567	-0,4%	-0,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	458	417	611	568	616	590	569	567	-0,4%	-0,3%
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Dépôts à terme	945	1 072	664	516	435	652	628	691	10,0%	33,7%
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
Titres de créances négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Epargne HZE	4 196	4 058	4 228	3 901	3 468	3 521	3 599	3 596	-0,1%	-7,8%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Actions</i>	20	8	15	14	14	15	10	10	6,1%	-26,3%
<i>Obligations</i>	1 384	1 334	1 367	809	808	806	762	751	-1,5%	-7,2%
<i>OPCVM monétaires</i>	980	1 946	2 005	2 060	1 619	1 659	1 785	1 786	0,0%	-13,3%
<i>OPCVM non monétaires</i>	1 190	44	65	96	104	111	95	104	10,0%	8,1%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	622	726	775	921	923	930	947	946	-0,2%	2,6%
TOTAL	8 626	8 581	8 919	8 566	8 356	8 215	8 216	9 265	12,8%	8,2%

Dépôts locaux

Encours (en millions de F CFP)

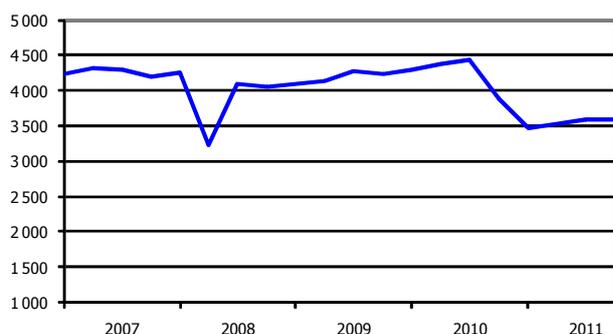


Variations sur un an

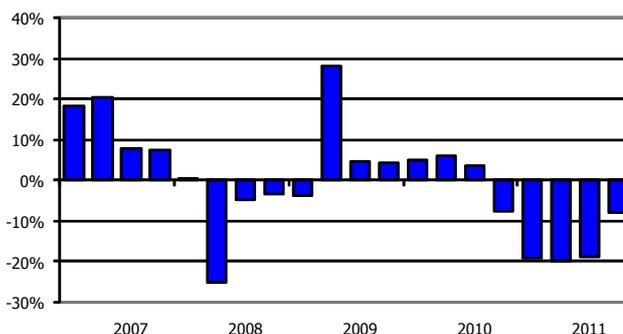


Epargne HZE

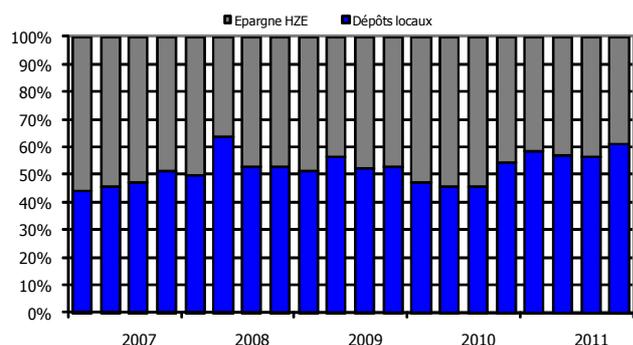
Encours (en millions de F CFP)



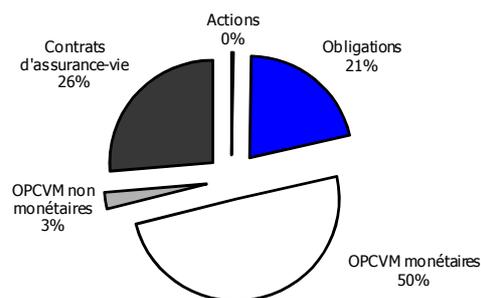
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE
déc-11



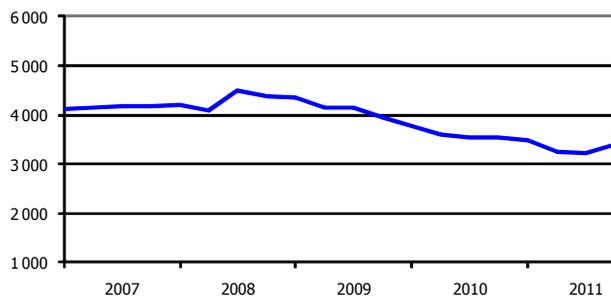
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

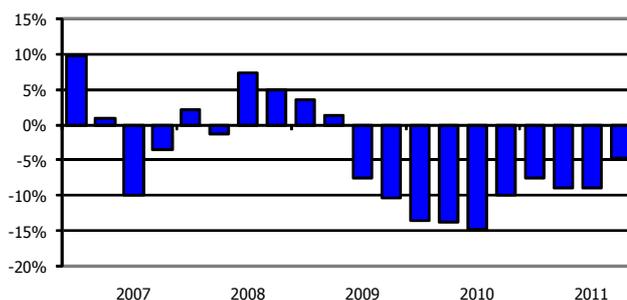
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Entreprises	1 128,	1 458,	1 241,	1 092,	1 051,	1 033,	955,	1 137,	19,1%	4,1%
Crédits d'exploitation	161	177	154	103	112	146	66	88	34,8%	-14,4%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	82	0	12		
Crédits de trésorerie	22	31	13	0	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	0	1	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	139	146	141	103	112	64	66	76	16,4%	-26,1%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	920	1254	1070	943	896	847	808	843	4,3%	-10,7%
Crédits à l'équipement	920	1254	1070	943	896	847	808	843	4,3%	-10,7%
dont entrepreneurs individuels	34	28	21	66	75	68	70	65	-6,5%	-1,5%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	7	0	0	0	0	0	46	139		
Autres crédits	40	27	17	46	42	39	35	67	90,5%	47,0%
Ménages	1 732,	1 673,	1 467,	1 255,	1 253,	1 272,	1 298,	1 357,	4,5%	8,1%
Crédits à la consommation	999	1024	941	893	911	919	977	1073	9,9%	20,3%
Crédits de trésorerie	977	1003	925	872	890	896	961	1063	10,6%	21,9%
Comptes ordinaires débiteurs	22	21	17	21	21	23	16	11	-32,6%	-47,4%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	725	642	521	363	341	353	321	283	-11,7%	-21,9%
Autres crédits	8	7	4	0	0	0	0	0		
Collectivités locales	424,	384,	361,	306,	306,	289,	289,	273,	-5,7%	-10,8%
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	424	384	361	306	306	289	289	273	-5,7%	-10,8%
Crédits à l'équipement	424	384	361	306	306	289	289	273	-5,7%	-10,8%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres agents de CCB non ventilés	162,	155,	112,	98,	94,	80,	80,	67,	-16,3%	-31,7%
Total encours sain	3 446,	3 670,	3 181,	2 751,	2 703,	2 674,	2 621,	2 833,	8,1%	3,0%
Créances douteuses brutes	730	717	754	792	774	586	592	547	-7,7%	-31,0%
Créances douteuses nettes	348	315	347	338	327	293	298	283	-5,0%	-16,3%
dont entreprises	249	212	219	207	206	202	205	201	-1,8%	-3,1%
dont ménages	97	98	128	131	121	91	93	82	-12,0%	-37,1%
Provisions	382	402	407	454	447	293	294	264	-10,4%	-42,0%
Total encours brut	4 176,	4 387,	3 934,	3 544,	3 477,	3 260,	3 214,	3 380,	5,2%	-4,6%
Taux de créances douteuses	17,5%	16,3%	19,2%	22,4%	22,3%	18,0%	18,4%	16,2%	-2,2 pt	-6,2 pt
Taux de provisionnement	52,3%	56,1%	54,0%	57,3%	57,7%	50,0%	49,7%	48,2%	-1,5 pt	-9,1 pt

Encours de crédit brut

Encours (en millions de FCFP)

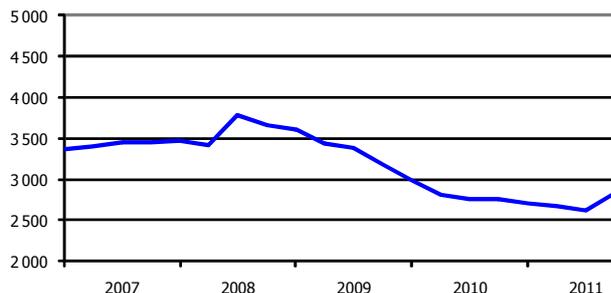


Variations sur un an

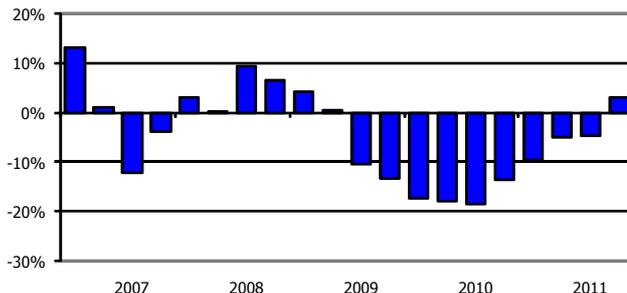


Encours de crédit sain

Encours (en millions de FCFP)



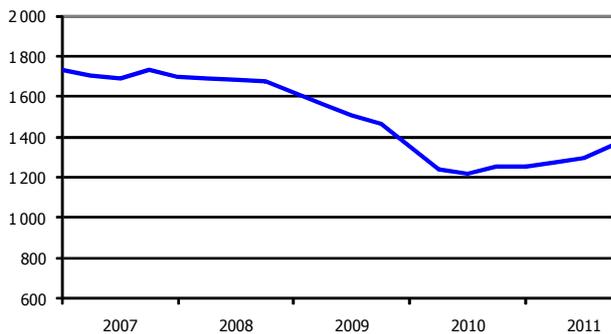
Variations sur un an



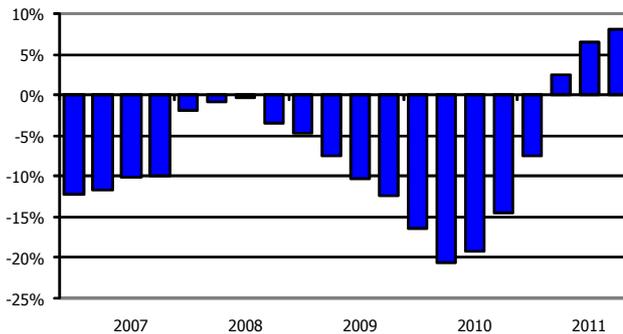
L'endettement des ménages

Encours de crédit sain des ménages

Encours (en millions de FCFP)

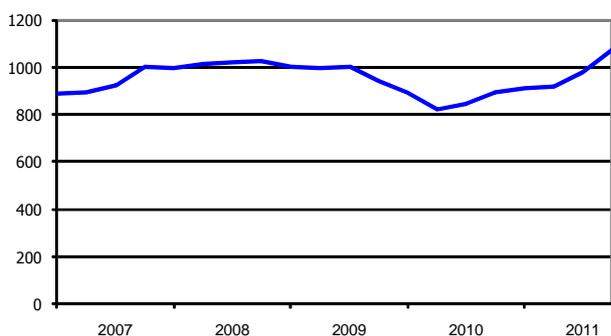


Variations sur un an

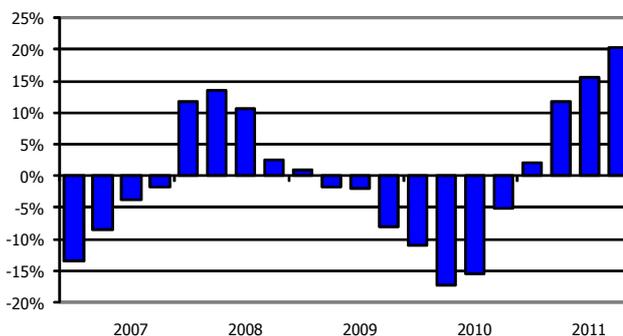


Crédits à la consommation

Encours (en millions de FCFP)

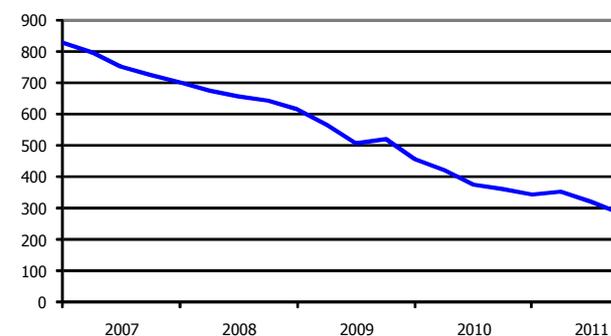


Variations sur un an

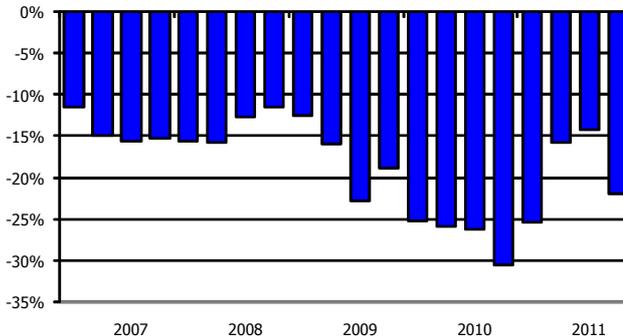


Crédits à l'habitat

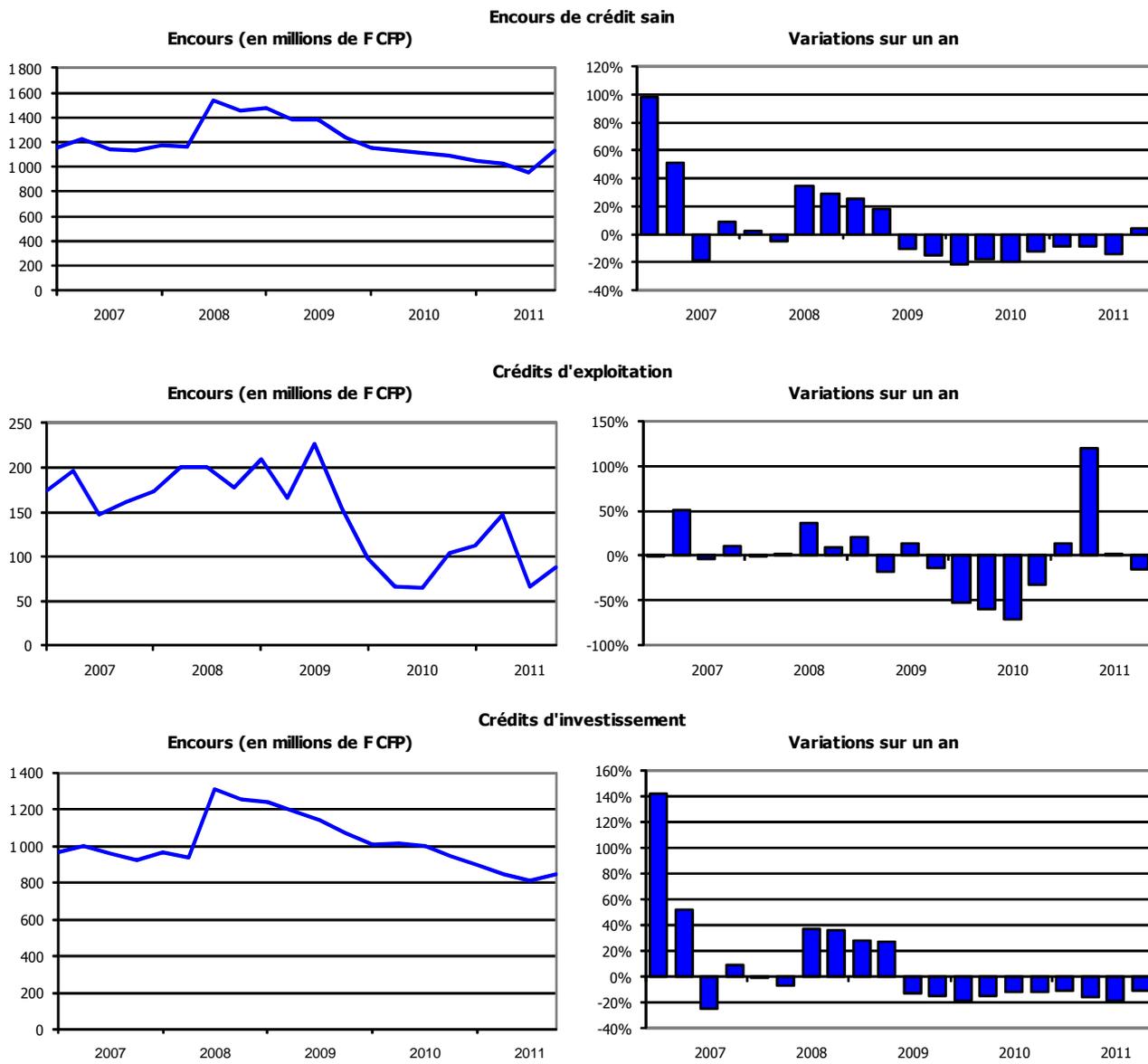
Encours (en millions de FCFP)



Variations sur un an



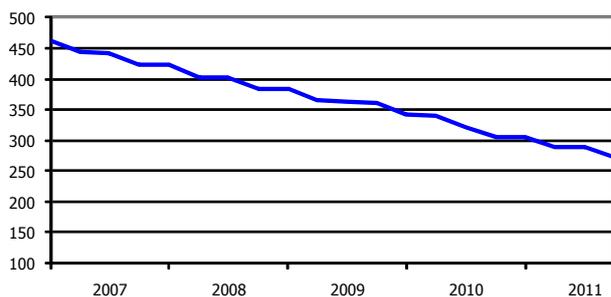
L'endettement des entreprises



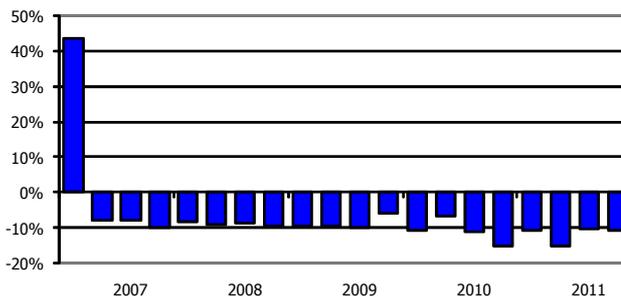
L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain

Encours (en millions de FCFP)

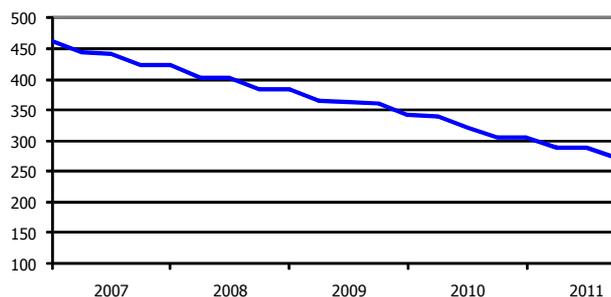


Variations sur un an

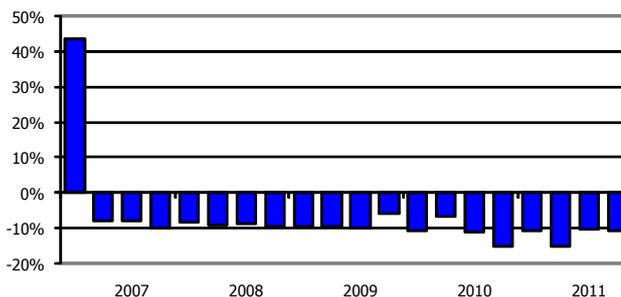


Crédits d'investissement

Encours (en millions de FCFP)



Variations sur un an

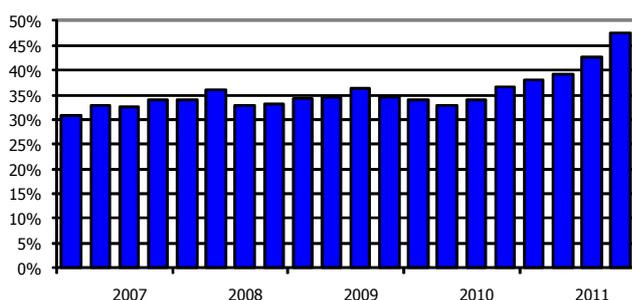


4.2 Les passifs des établissements de la zone d'émission

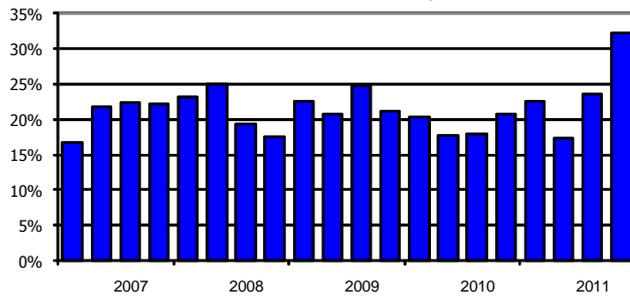
Les concours des établissements de la zone d'émission	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Entreprises	249	256	263	226	238	180	225	366	62,7%	61,5%
Crédits d'exploitation	139,	161,	152,	101,	110	64	66	88	34,8%	-12,5%
Créances commerciales	0,	0,	0,	0,	0	0	0	12		
Crédits de trésorerie	0,	15,	13,	0,	0	0	0	0		
dont entrepreneurs individuels	0	0	1	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	139,	146,	139,	101,	110	64	66	76	16,4%	-24,4%
Affacturage	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	66,	68,	93,	80,	86	77	78	71	-8,8%	-10,4%
Crédits à l'équipement	66,	68,	93,	80,	86	77	78	71	-8,8%	-10,4%
dont entrepreneurs individuels	29	23	16	63	71	64	66	62	-6,5%	-0,8%
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	5,	0,	0,	0,	0	0	46	139		
Autres crédits	40,	27,	17,	46,	42	39	35	67	90,5%	47,0%
Ménages	1 062,	1 083,	994,	958,	974	988	1032	1126	9,1%	17,5%
Crédits à la consommation	999,	1 024,	941,	893,	911	919	977	1073	9,9%	20,3%
Crédits de trésorerie	977,	1 003,	925,	872,	890	896	961	1063	10,6%	21,9%
Comptes ordinaires débiteurs	22,	21,	17,	21,	21	23	16	11	-32,6%	-47,4%
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	63,	60,	53,	66,	62	69	56	53	-4,7%	-19,6%
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Collectivités locales	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'équipement	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédit-bail	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0	0	0	0		
Autres agents et CCB non ventilés	6,	24,	6,	13,	13	12	12	12	1,8%	-3,8%
Total encours sain	1318	1363	1264	1198	1225	1180	1269	1504	18,5%	25,6%
Créances douteuses brutes	99,	94,	98,	100,	100	97	101	99	-1,2%	-1,0%
Créances douteuses nettes	0,	0,	3,	5,	4	5	8	6	-28,2%	4,8%
dont entreprises	0	0	0	0	0	0	2	1		
dont ménages	0	0	3	5	4	5	6	5	-13,4%	-3,4%
Provisions	99,	93,	95,	95,	96	92	93	94	1,1%	-1,3%
Total encours brut	1 417,	1 457,	1 362,	1 298,	1 325,	1 277,	1 370,	1 604,	17,1%	23,5%
Taux de créances douteuses	7,0%	6,4%	7,2%	7,7%	7,6%	7,6%	7,3%	6,2%	-1,1 pt	-1,5 pt
Taux de provisionnement	99,8%	99,6%	96,7%	94,6%	95,9%	94,7%	92,1%	94,3%	2,2 pt	-0,3 pt

Parts de marché des établissements de la zone d'émission

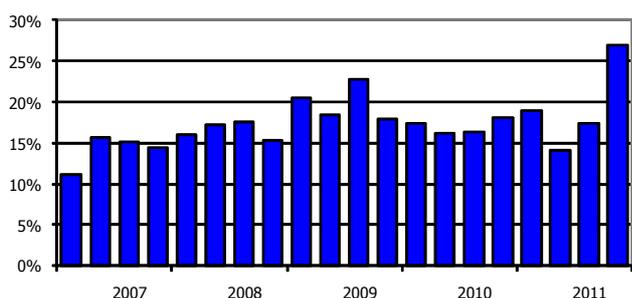
Encours de crédit brut total



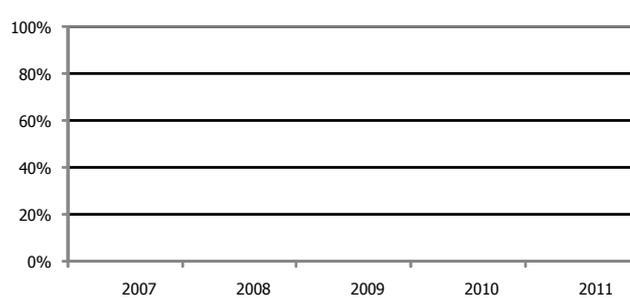
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages



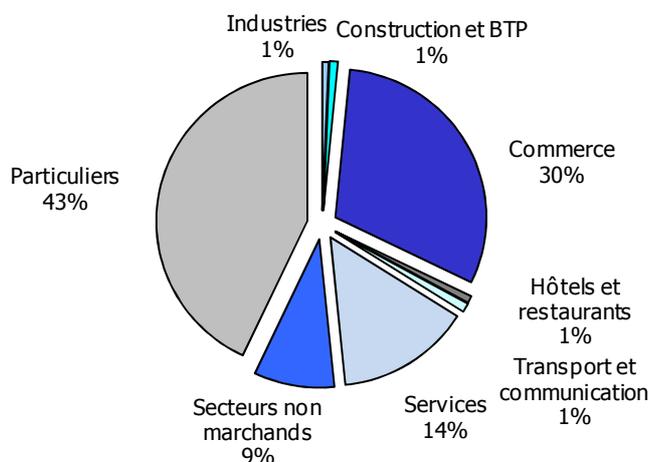
Encours de crédit aux collectivités locales



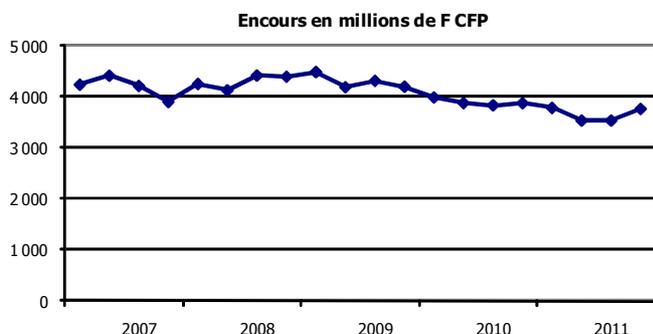
5. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

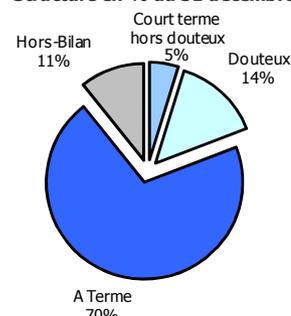
Répartition des risques sectoriels au 31 décembre 2011



Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



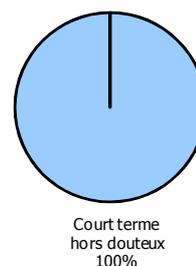
Structure en % au 31 décembre 2011



Agriculture, élevage et pêche



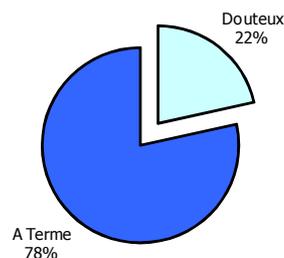
Structure en % au 31 décembre 2011



Industries

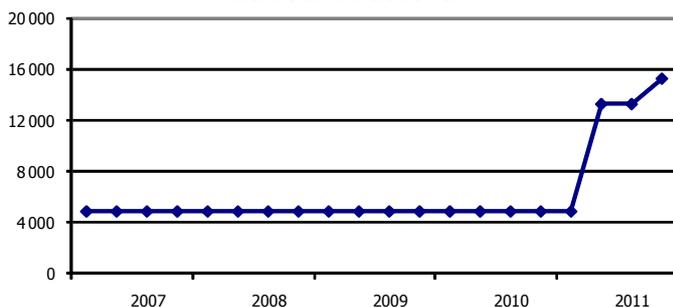


Structure en % au 31 décembre 2011

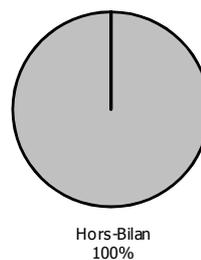


Production d'électricité, d'eau et de gaz

Encours en milliers de F CFP

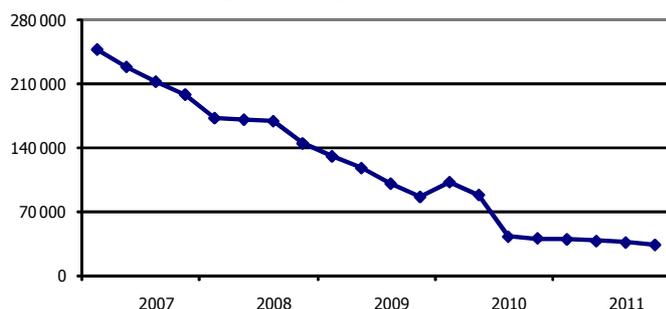


Structure en % au 31 décembre 2011

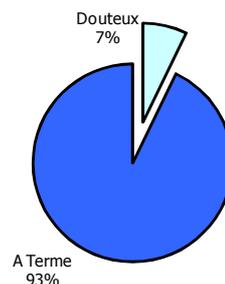


Construction et BTP

Encours en milliers de F CFP

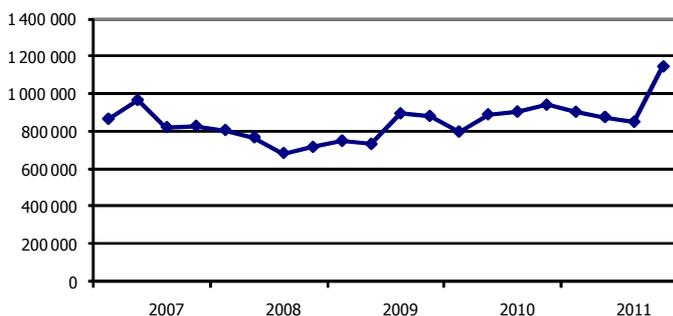


Structure en % au 31 décembre 2011

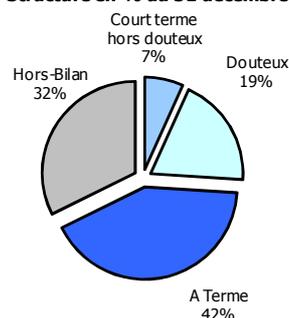


Commerce

Encours en milliers de F CFP

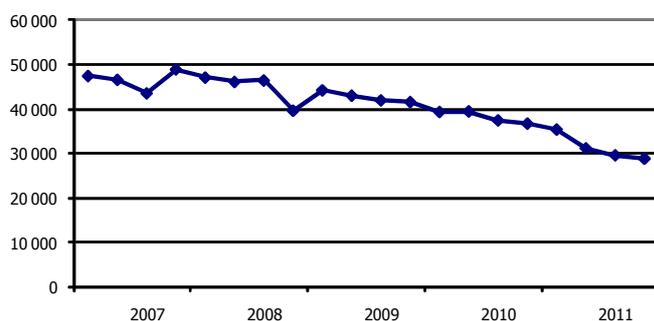


Structure en % au 31 décembre 2011

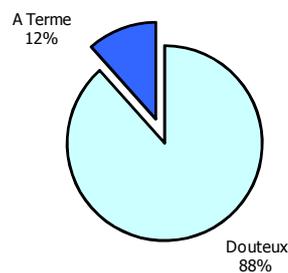


Hôtels et restaurants

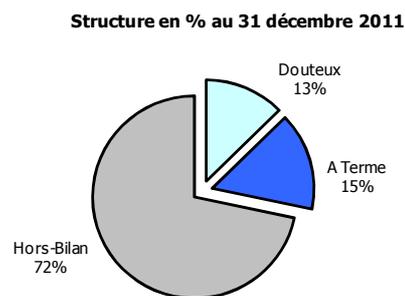
Encours en milliers de F CFP



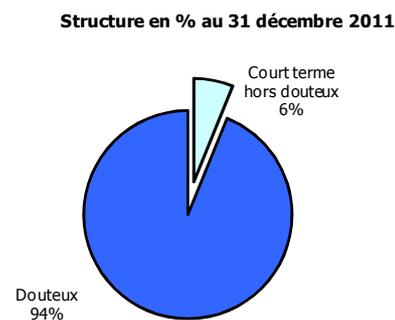
Structure en % au 31 décembre 2011



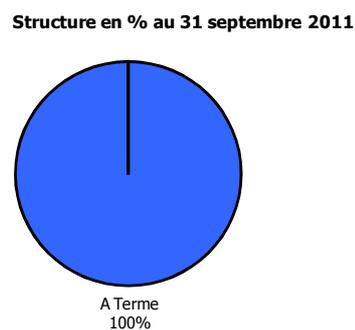
Transport et communication



Services



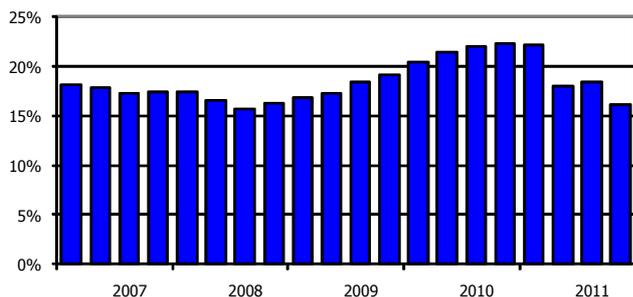
Secteurs non marchands



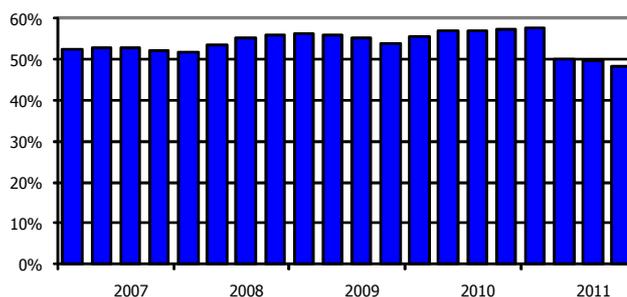
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Taux de créances douteuses



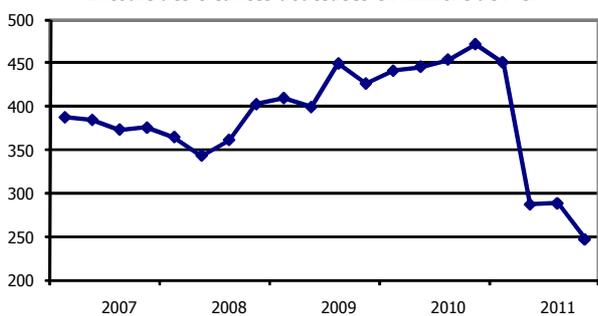
Taux de provisionnement



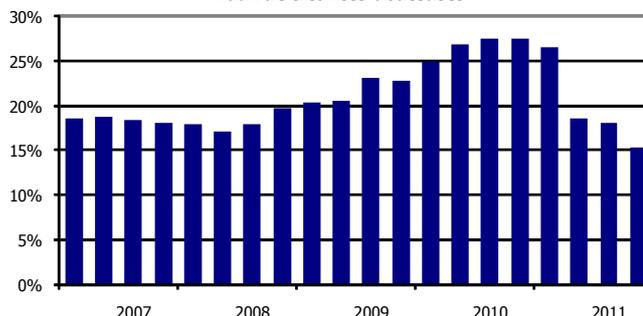
La vulnérabilité des ménages

Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR

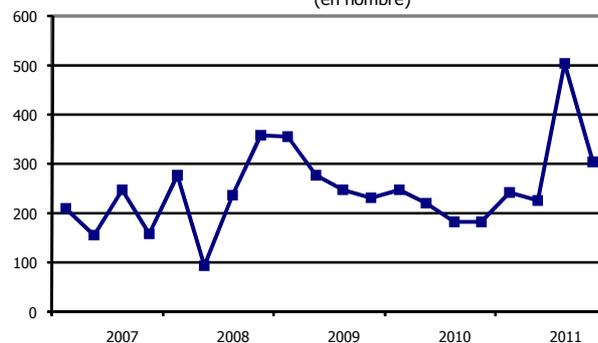
Encours des créances douteuses en millions de F CFP



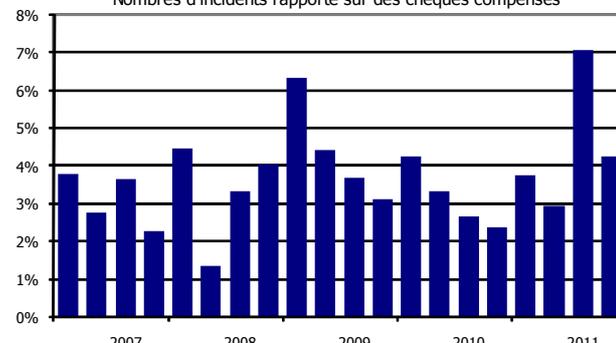
Taux de créances douteuses



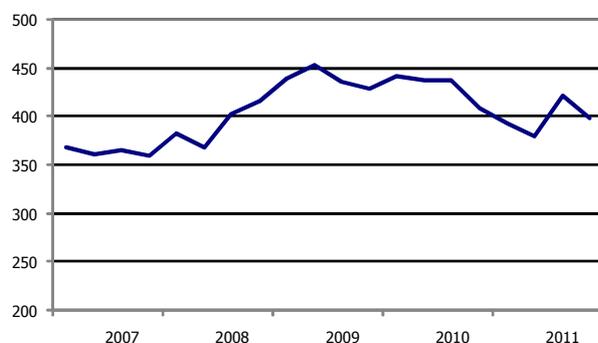
Incidents de paiements par chèques sur le trimestre (en nombre)



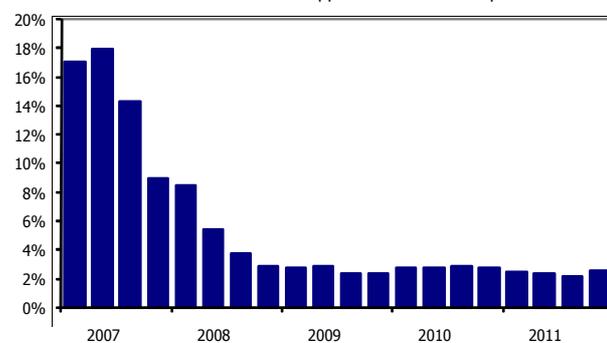
Taux de risques sur paiement par chèques
Nombres d'incidents rapporté sur des chèques compensés



Personnes physiques en interdiction bancaire
Stock fin de trimestre (en nombre)

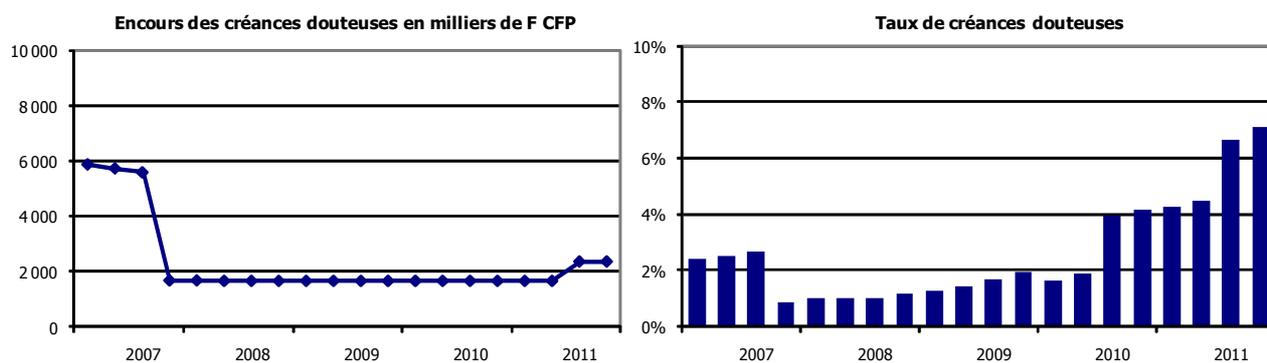
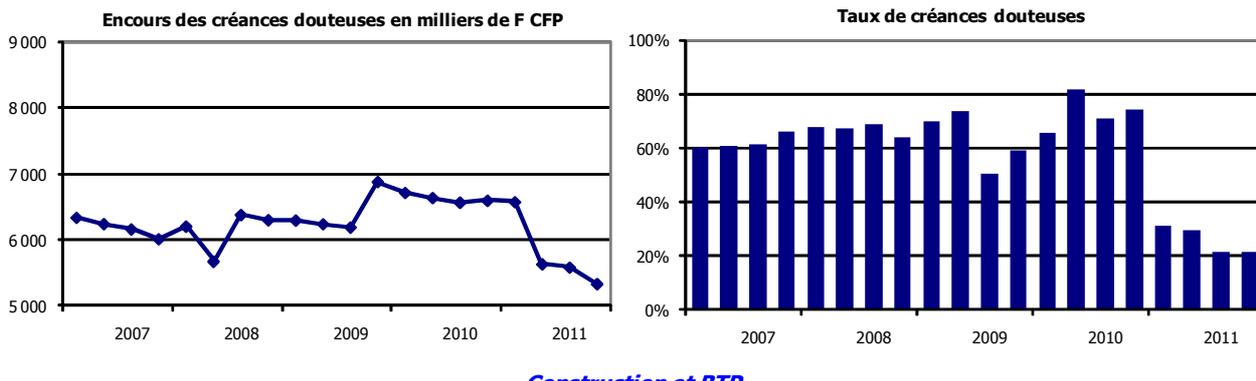
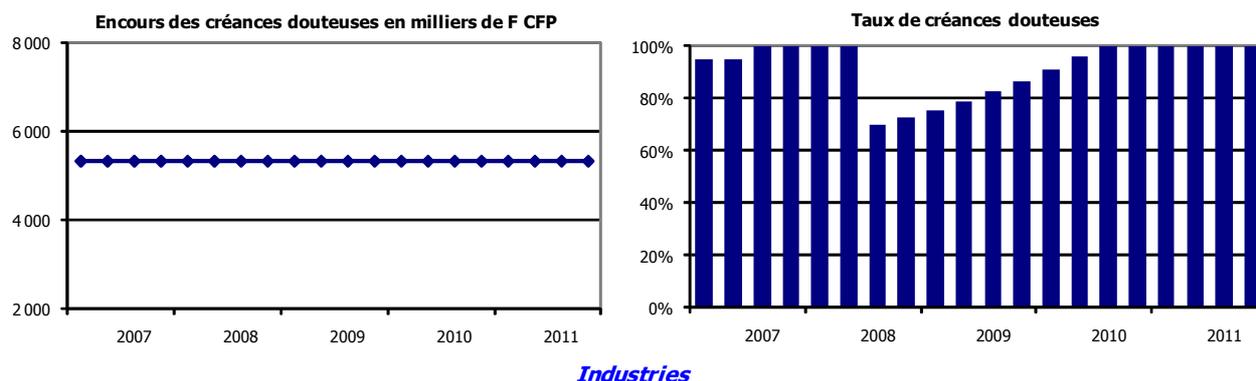
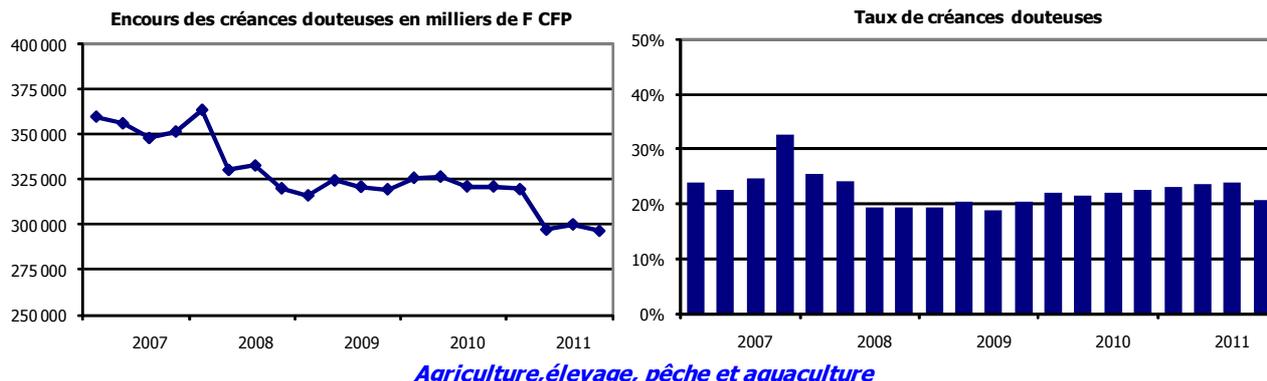


Taux de retrait de cartes bancaires
Retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs

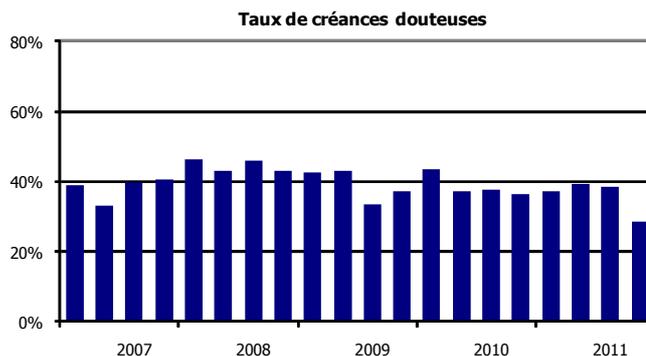


La vulnérabilité des entreprises

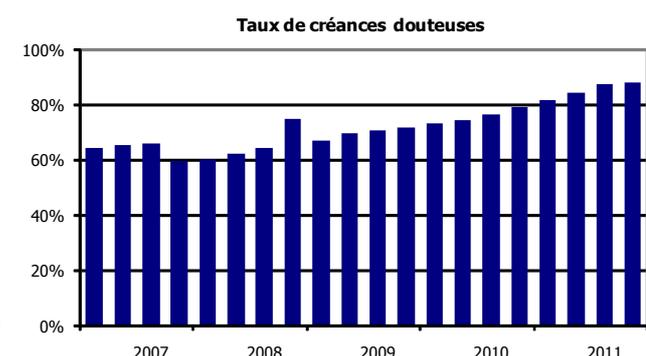
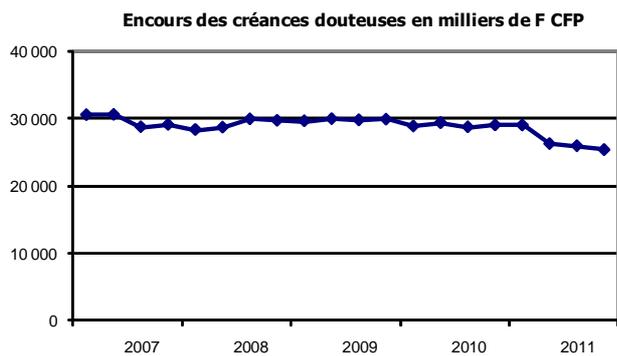
Taux de créances douteuses brutes déclarées au SCR



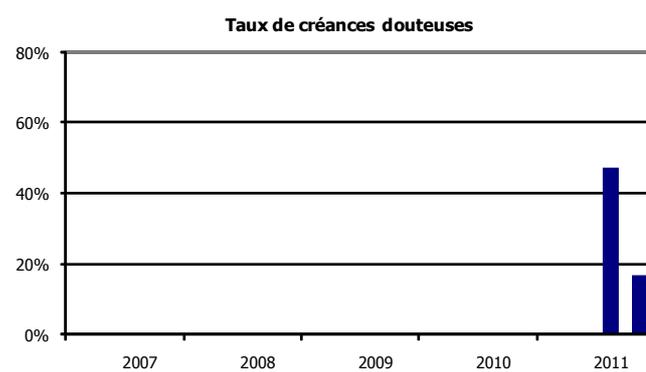
Commerce



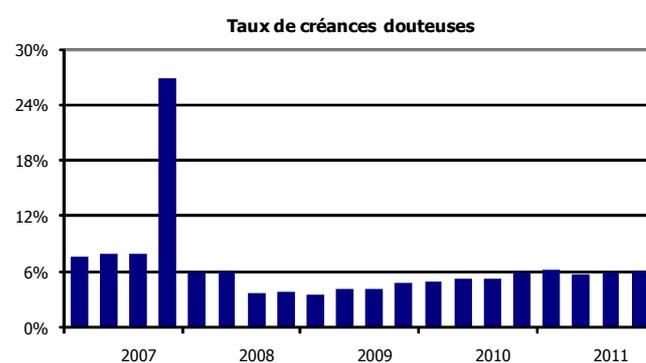
Hôtels et restaurants



Transport et communication



Services

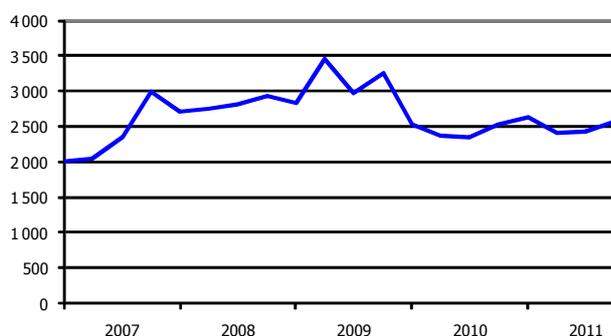


6. Le financement des crédits bancaires

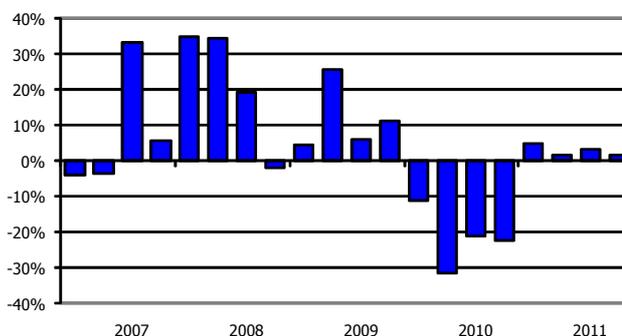
L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit

Equilibre emplois-ressources									Variations	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Emplois	4 510	4 492	4 757	3 981	4 080	3 797	3 898	4 830	23,9%	21,3%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	51	0	0	0	547		
Crédits bruts	1 417	1 457	1 362	1 298	1 325	1 277	1 370	1 604	17,1%	23,5%
Réserves obligatoires et libres	97	103	136	103	116	118	103	114	10,0%	10,5%
Position extérieure nette des EC	2 996	2 931	3 260	2 530	2 639	2 402	2 425	2 566	5,8%	1,4%
Ressources	4 510	4 491	4 757	3 981	4 080	3 797	3 898	4 830	23,9%	21,3%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 711	3 687	3 913	3 300	3 373	3 114	3 210	4 143	29,1%	25,5%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	695	696	714	680	683	682	683	686	0,5%	0,9%
Excédent des opérations diverses des EC	104	108	130	0	23	1	5	0		
Réesc compte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

Position extérieure nette



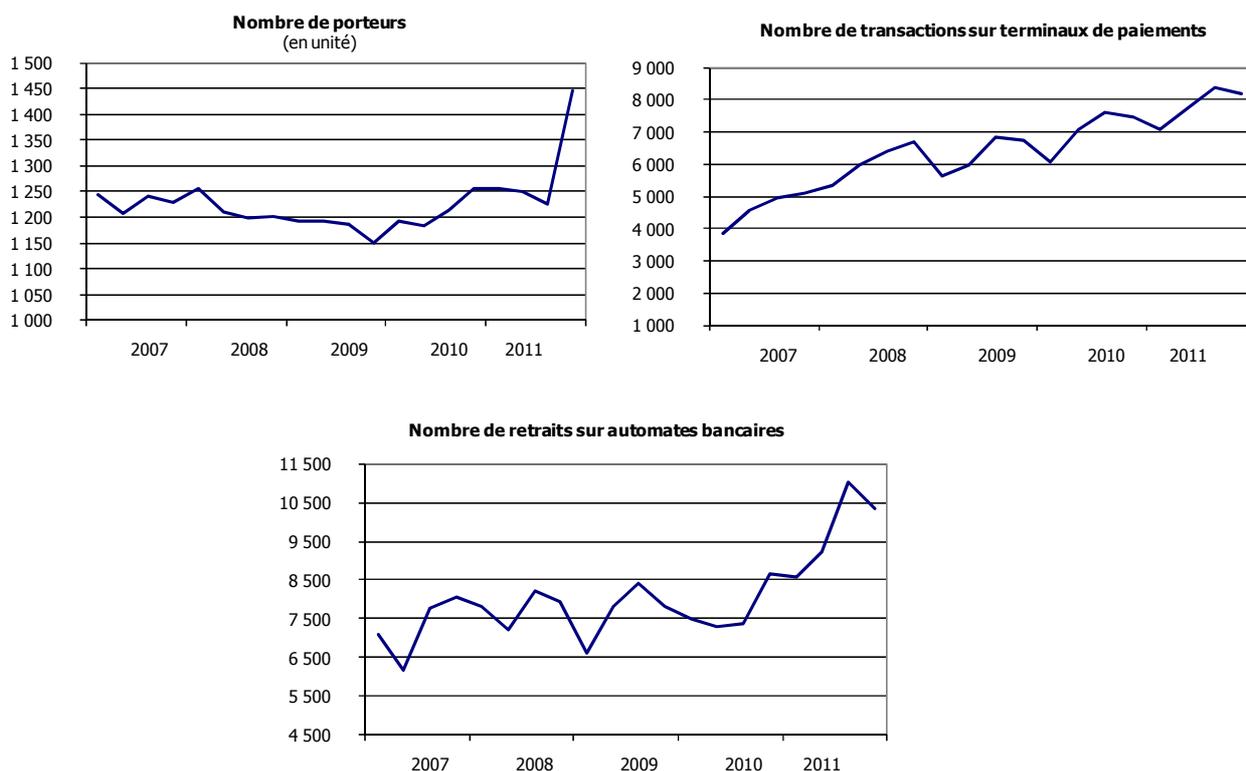
Variations sur un an



7. La monétique et les échanges de valeurs

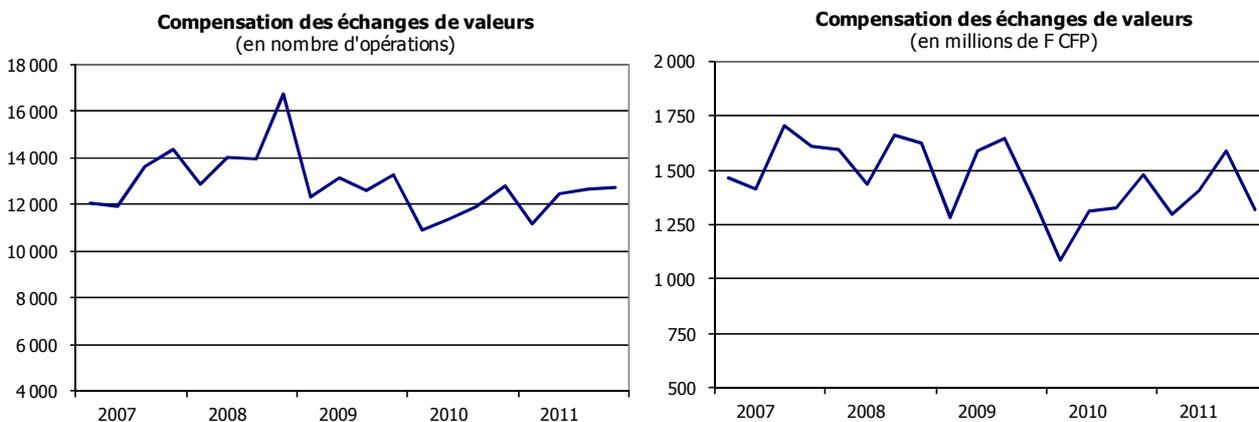
7.1 La monétique

Monétique									Variation	
	déc.-07	déc.-08	déc.-09	déc.-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	1 trim	1 an
Cartes bancaires										
Carte bleue	1 229	1 203	1 151	1 255	1 256	1 251	1 227	1 447	17,9%	15,3%
Carte Jade	0	0	0	-	-	-	-	-		
Cartes privatives	0	0	0	-	-	-	-	-		
Nombre de cartes	1 229	1 203	1 151	1 255	1 256	1 251	1 227	1 447	17,9%	15,3%
Terminal de paiements électronique										
Nombre de TPE	28	30	33	35	24	39	39	39	0,0%	11,4%
Nombre de transactions	5 093	6 695	6 734	7 446	7 060	7 747	8 400	8 213	-2,2%	10,3%
Montants (milliers de XPF)	160 205	171 562	174 968	192 221	168 000	197 487	226 471	196 922	-13,0%	2,4%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	31	26	26	26	24	25	27	24	-11,1%	-7,1%
Machines de traitement mécanique										
Nombre de MTM	0	0	0	-	-	-	-	-		
Nombre de transactions	0	2	2	2	-	1	-	-		
Montant (en milliers de XPF)	0	31	143	33	-	6	-	-		
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	0	16	72	-	-	-	-	-		
Automates bancaires (DAB, GAB)										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	8 038	7 931	7 797	8 662	8 598	9 228	11 039	10 337	-6,4%	19,3%
Montants (milliers de XPF)	112 313	116 193	122 488	130 211	126 530	137 784	165 785	149 438	-9,9%	14,8%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	14	15	16	15	15	15	15	14	-3,7%	-3,8%



7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs									Variation	
	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	1 trim	1 an
En nombre	14 380	16 721	13 295	12 831	11 155	12 488	12 633	12 701	0,5%	-1,0%
Chèques	6 637	8 579	7 112	7 370	5 945	7 180	7 149	7 172	0,3%	-2,7%
Virements	7 453	7 878	5 894	5 132	4 745	4 860	4 985	4 973	-0,2%	-3,1%
Effets	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres	290	264	289	329	465	448	499	556	11,4%	69,0%
En millions de F CFP	1 610,1	1 626,6	1 371,7	1 481,1	1 296,2	1 406,4	1 587,5	1 319,6	-16,9%	-10,9%
Chèques	747,4	787,5	851,3	1 056,8	785,4	976,9	989,7	891,1	-10,0%	-15,7%
Virements	856,5	829,6	515,7	412,9	500,1	402,7	583,9	419,4	-28,2%	1,6%
Effets	0,0	0,0	0,0	0	0	0	0	0,0		
Autres	6,2	9,6	4,7	11,4	10,7	26,8	13,8	9,1	-34,6%	-20,6%



8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011
4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%	3,79%	0,65%	0,38%

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

Taux de l'IEOM	1 ^{er} Trim. 2011	2 ^e Trim. 2011	3 ^e Trim. 2011	4 ^e Trim. 2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)	0,25% (1)
Taux de l'escompte de chèques	1,75% (2)	2,00% (6)	2,25% (8)	1,75% (10)
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75% (2)	2,00% (6)	2,25% (8)	1,75% (10)
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25% (2)	1,25% (2)	1,25% (2)	1,00% (11)
Taux plafond	4,00% (2)	4,00% (2)	4,00% (2)	3,75% (11)
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3,00% (3)	3,00% (4)	3,00% (4)	3,00% (4)
Taux plafond (taux SFGAS)	5,55 %-6,00% (5)	5,80%-6,25%(7)	6,00%-6,45%(9)	5,35%-5,80%(12)

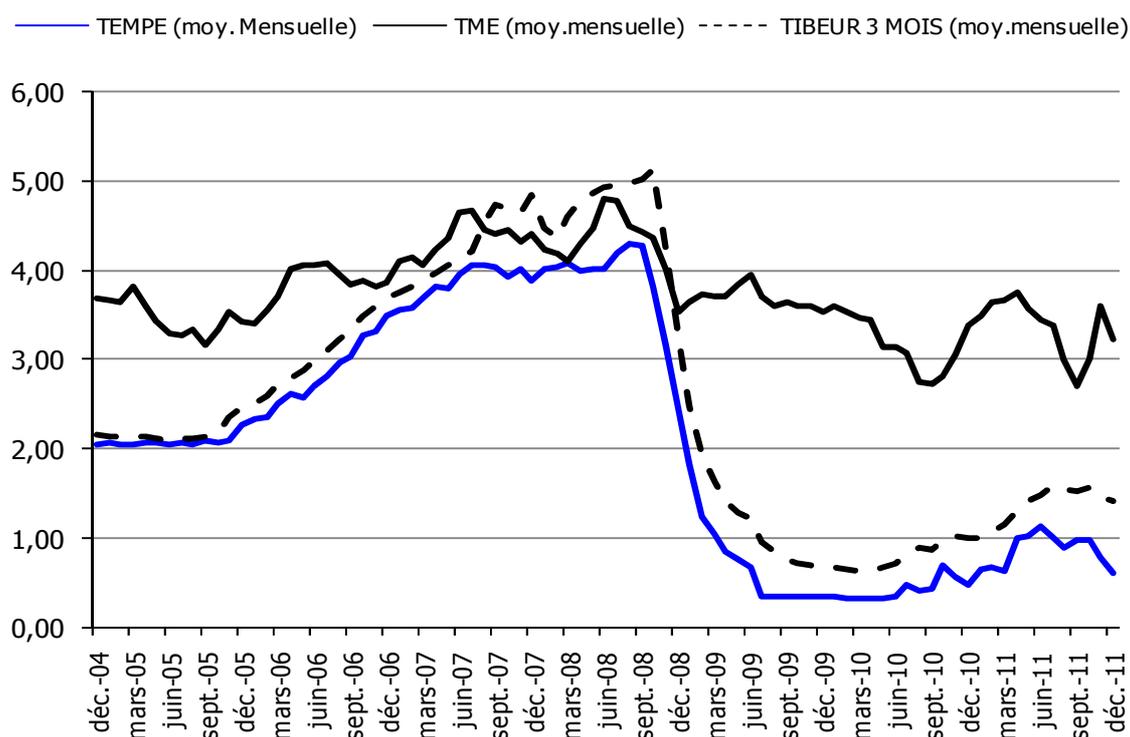
(1) à compter du 27/05/2010 (2) à compter du 19/05/2009 (3) à compter du 01/08/1996

(4) à compter du 01/10/2010 (5) à compter du 01/02/2011 (6) à compter du 13/04/2011

(7) à compter du 01/04/2011 (8) à compter du 13/07/2011 (9) à compter du 01/06/2011

(10) à compter du 14/12/2011 (11) à compter du 23/12/2011 (12) à compter du 01/11/2011

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Taux de l'usure

Prêts aux particuliers

L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 2010 change les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers n'entrant pas dans le champ d'application des articles L 312-1 à L 312-36 du code de la consommation. Les catégories d'opérations concernées sont désormais définies à raison du montant des prêts, comme précisé par l'arrêté du 22 mars 2011 fixant les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure.

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2011	2 ^e Trim. 2011	3 ^e Trim. 2011	4e Trim. 2011
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	5,51%	5,61%	5,97%	6,23%
- Prêts à taux variable	4,96%	5,01%	5,33%	5,61%
- Prêts à taux relais	5,88%	5,99%	6,07%	6,28%
Autres prêts				
-Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	21,31%	21,47%	21,41%	21,03%
-Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 920 F CFP (1)	19,67%	19,53%	19,37%	19,27%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	7,77%	8,03%	11,22%	12,76%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		19,53%	18,61%	18,16%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		8,03%	10,46%	11,65%
-Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF		19,53%	17,49%	16,62%
-Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		8,03%	9,34%	10,10%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2011	2 ^e Trim. 2011	3 ^e Trim. 2011	4e Trim. 2011
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%	9,12%	9,13%	9,61%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	4,97%	5,01%	5,29%	5,52%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,65%	5,77%	6,08%	6,36%
- Découverts en compte (2)	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,63%	5,65%	6,00%	6,36%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes

Seuils de l'usure	1 ^{er} Trim. 2011	2 ^e Trim. 2011	3 ^e Trim. 2011	4e Trim. 2011
- Découverts en compte (3)	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Annexes méthodologiques

1) Les établissements de crédit de la zone d'émission et hors zone d'émission

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement appartenant à la zone d'émission : la présence d'un guichet dans la zone d'émission F CFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme situés hors de la zone d'émission. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local. Pour Wallis-et-Futuna, des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie et qui réalise des opérations ponctuelles de financement sur le Territoire ont été inclus au périmètre des établissements hors de la zone d'émission.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ZE et HZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit HZE et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPN, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service de centralisation des risques (SCR)

Le service de centralisation des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le Territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou NAF 2008)
Agriculture, élevage et pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie et restauration	55
Transports et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : M. Guy DELAMAIRE
Editeur : IEOM
Achévé d'imprimer : Mars 2012
Dépôt légal : mars 2012 - n° ISSN : 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA
BP G5 Mata'Utu 98 600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna
Téléphone : (681) 72 25 05 – Télécopie : 72 20 03
e-mail : Agence@ieom.wf
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03